



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique

N° 145 – 4^{ème} trimestre 2010

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

Synthèse

Conjoncture internationale et nationale du 4^{ème} trimestre 2010

Une reprise de l'économie mondiale toujours hésitante

Au quatrième trimestre 2010, l'économie mondiale a continué à se redresser mais plus lentement qu'au cours du premier semestre. Dans les économies avancées, le **rythme de la croissance a été moins rapide qu'en début d'année** et les hausses de prix sont restées modérées ; la **progression de l'activité est toujours forte dans les économies émergentes**, malgré une décélération au dernier trimestre, mais les poussées inflationnistes se sont accentuées.

Le PIB des États-Unis a progressé de 3,2 % en rythme annualisé¹ au cours du quatrième trimestre 2010, après + 2,6 %² au troisième trimestre 2010. Ce trimestre a été marqué par une reprise de la demande intérieure et la poursuite de **l'atténuation du déficit commercial imputable à une hausse des exportations et à un fléchissement des importations**. Le taux de chômage a très légèrement diminué pour atteindre 9,4 % de la population active en décembre. Porté par la **hausse des coûts de l'énergie, la hausse des prix a progressé pour s'établir à 1,5 %** en décembre sur un an. La Réserve Fédérale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Au Japon, la fin des programmes de soutien à la consommation et la baisse des dépenses d'investissement public ont entraîné une baisse du PIB de 0,3 % durant le quatrième trimestre, après + 0,8 % au troisième trimestre. Les exportations sont touchées par la flambée du yen. La Banque du Japon a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,1 %.

Dans les pays émergents, la croissance de l'activité économique est restée soutenue mais les prix ont continué à augmenter sous l'effet des hausses des prix des produits alimentaires et des matières premières. En Chine, le PIB, porté par l'investissement, a progressé de 9,8 % en volume³ en rythme annualisé au quatrième trimestre.

La croissance dans la zone euro reste modérée : le PIB s'est accru de 0,3 % au quatrième trimestre, comme au troisième trimestre 2010. La hausse des prix à la consommation dans la zone euro a continué de progresser : + 2,2 % fin décembre 2010 (en glissement annuel) contre 0,9 % un an auparavant. Le taux de chômage dans la zone atteint 10,0 % en décembre 2010, soit une légère baisse par rapport à septembre (10,1 %). La BCE a maintenu inchangé son taux d'intérêt des opérations principales de refinancement à 1 %.

En France, le PIB a progressé de 0,3 % au quatrième trimestre 2010, soit pour l'ensemble de l'année une croissance de 1,5 %, après une chute de 2,5 % en 2009. La consommation des ménages s'est accélérée (+ 0,9 % contre + 0,5 % au troisième trimestre) et l'investissement des entreprises est reparti après le ralentissement du troisième trimestre (+ 0,6 % contre + 0,4 % au trimestre précédent). L'amélioration du solde commercial a contribué positivement à la croissance (+ 0,5 point). L'indice des prix à la consommation a progressé de 0,5 % en décembre, tiré essentiellement par les prix des produits pétroliers et par la hausse saisonnière des prix des services et des produits frais ; sa progression en glissement annuel s'établit à 1,8 %. Malgré une légère hausse de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (+ 0,2 %), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,4 % sur le trimestre.

Conjoncture régionale Océan Indien

Des situations économiques contrastées

L'**économie mauricienne** a été très dynamique au troisième trimestre 2010 avec une croissance du PIB de 2,1 % (en données CVS), en accélération par rapport au deuxième trimestre (+ 0,7 %). **Sur un an, le PIB s'accroît de 5,2 %**, soutenu par une forte progression des investissements en « bâtiment et travaux de construction » (+ 15,7 %) et des exportations en biens et services (+14,1 %). Le bureau mauricien de la statistique estime à 4,2 % la croissance du PIB (en valeur courante) pour l'année 2010.

En **Afrique du Sud**, le PIB a augmenté de 2,6 % (à prix constant) au troisième trimestre 2010 par rapport au troisième trimestre 2009. L'activité minière, l'industrie manufacturière et le commerce sont les principaux secteurs contributeurs.

A **Madagascar**, la direction générale de l'économie estime à 0,6 % l'évolution du PIB pour 2010 (à prix constant), après une année 2009 en net recul (-3,7 %). Ce retour ténu de la croissance est favorisé par un secteur secondaire bien orienté (+2,1 %), notamment dans l'industrie minière et l'industrie agroalimentaire.

L'activité touristique aux **Seychelles** poursuit sa tendance favorable observée depuis le début de l'année 2010. Le nombre de touristes progresse de 10,5 % au quatrième trimestre 2010 en glissement annuel. En un an, l'archipel a accueilli 174 500 touristes (+ 11,0 % par rapport à 2009), soit la fréquentation touristique la plus élevée enregistrée pour la destination.

¹ Soit +0,8% par rapport au trimestre précédent.

² Soit +0,6% par rapport au trimestre précédent.

³ Soit 2,4% par rapport au trimestre précédent.

Conjoncture à La Réunion

Le redressement de l'activité se consolide au dernier trimestre

Le redressement de l'activité à La Réunion se poursuit au dernier trimestre 2010. L'indicateur du climat des affaires (ICA) enregistre sa plus forte progression de l'année : + 2,4 points, contre + 1,3 point en moyenne sur les autres trimestres. Il reste néanmoins toujours en-deçà de sa moyenne de longue période.

Cette amélioration s'explique principalement par les appréciations sur les prix et la trésorerie passés. En revanche, les jugements sur l'évolution de l'activité, tant passée que future, sont encore prudents.

Les trajectoires de croissance suivies par les secteurs divergent au quatrième trimestre : si l'activité du secteur touristique est toujours bien orientée, la hausse reste tenue dans le BTP et l'industrie, tandis que les autres secteurs enregistrent un courant d'affaires en retrait.

La consommation des ménages marque un rebond après un troisième trimestre atone, alors que l'investissement s'essouffle en fin d'année. Les échanges avec le reste du monde progressent à nouveau.

Cette consolidation de l'activité ne profite pas encore au marché de l'emploi, qui a connu de nouveaux ajustements tout au long de l'année.

La croissance des prix s'accélère

L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,3 % entre septembre et décembre 2010 après s'être stabilisé au trimestre précédent (+ 0,2 %). Par grands postes, les prix du tabac, des services et des produits manufacturés se sont orientés à la hausse (respectivement + 4,6 %, + 2,8 % et + 1,0 %). Ceux de l'énergie sont restés quasiment stables (- 0,2 %) : les baisses consécutives des prix des produits pétroliers enregistrées sur les deux premiers mois du trimestre ayant été compensées par leur hausse (+ 3,4 %) en décembre. Les prix de l'alimentation se sont contractés (- 1,0 %), grâce au recul des prix des produits frais.

Sur un an, les prix progressent de 2,2 %, tous les grands postes de l'indice évoluant positivement (notamment les prix de l'énergie, en hausse de 10,4 %). Cette hausse sensible rompt avec l'évolution contenue enregistrée en 2009 (+ 0,3 %).

Le nombre de demandeurs d'emplois continue à augmenter

Au quatrième trimestre 2010, le nombre de DEFM de catégorie A (CVS) enregistré par Pôle emploi progresse de 3,7 %, soit un rythme de progression quasiment similaire à celui du trimestre précédent (+ 3,6 %), pour s'établir à 116 360 personnes à fin décembre.

Entre décembre 2009 et décembre 2010, 12 640 demandeurs d'emplois de catégorie A supplémentaires sont inscrits à Pôle emploi, soit une augmentation de 12,2 %, en décélération malgré tout par rapport à l'année précédente où elle avait atteint + 24,7 %.

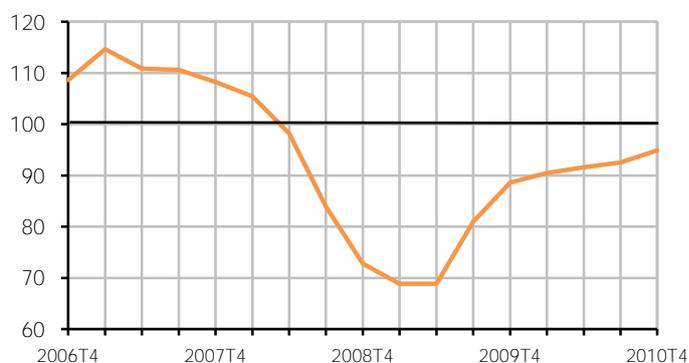
La consommation des ménages est plus dynamique en fin d'année...

Au dernier trimestre 2010, les importations de biens à destination des ménages progressent de 15,2 % par rapport au quatrième trimestre 2009. Les importations de produits courant augmentent (+ 4,6 %) mais dans une bien moindre mesure que les importations de biens d'équipement du foyer (+ 36,2 %)¹.

L'activité du commerce est jugée en léger progrès après un troisième trimestre mal orienté. Cette tendance haussière pourrait se confirmer au premier trimestre 2011, selon les anticipations des commerçants interrogés.

Par ailleurs, l'encours des crédits à la consommation des ménages est stable entre septembre et décembre 2010. En glissement sur un an, il est en retrait de 3,9 %.

Indicateur de climat des affaires à La Réunion
(100 = moyenne longue période)

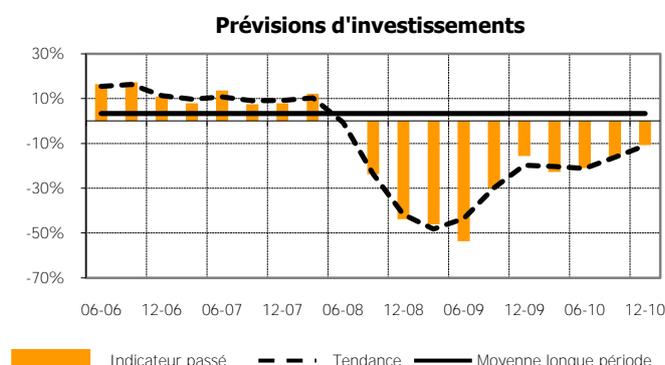


Source : enquête de conjoncture IEDOM (données trimestrielles - CVS)

¹ En cumul sur un an, à fin décembre 2010, les importations de biens à destination des ménages sont en hausse de 14,1 % par rapport à 2009.

... alors que l'investissement s'essouffle

Au quatrième trimestre, les importations de biens à destination des professionnels, hors acquisition d'avion par la compagnie Air Austral, reculent de 7,3 % par rapport à la même période de 2009 (+ 0,7 % au trimestre précédent). Cette évolution est la résultante d'évolutions opposées dans les importations de biens d'équipement (- 14,6 %) et celles de biens intermédiaires (+ 13,6 %). Sur l'année, le retrait reste contenu à - 1,4 % par rapport à 2009 : le deuxième trimestre, particulièrement dynamique, a presque totalement compensé les diminutions observées aux premier et dernier trimestres.



Source : enquête de conjoncture IEDOM (données trimestrielles - CVS)

Les prévisions d'investissement des entreprises restent mal orientées, en dessous de leur moyenne de longue période, même si elles s'en rapprochent progressivement. L'encours des crédits à l'investissement des entreprises enregistre une hausse de 0,9 % au quatrième trimestre par rapport au troisième (+ 3,9 % en glissement sur un an).

L'investissement des ménages est sensiblement mieux orienté : l'encours des crédits à l'habitat des ménages augmente de 2,4 % au quatrième trimestre (+ 4,8 % en glissement annuel).

Les échanges avec l'extérieur continuent à progresser

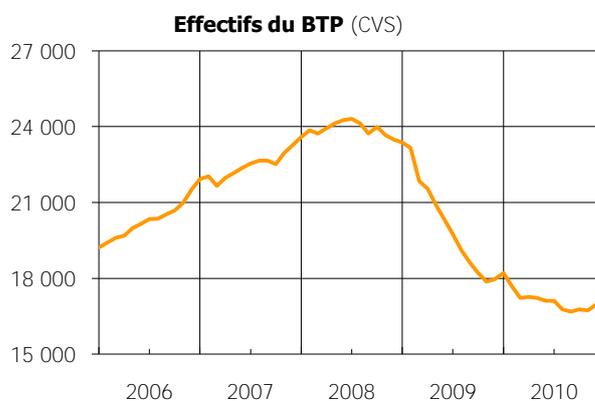
Au quatrième trimestre 2010, les importations (hors achat d'avion) s'inscrivent en hausse de 4,9 % par rapport au même trimestre de 2009. Au trimestre précédent cette hausse s'établissait à 9,5 %. La diminution des importations de biens d'équipement des entreprises (hors avion) pèse sur l'évolution globale, y contribuant négativement à hauteur de - 4,2 points. Elle est toutefois effacée par les contributions positives des importations de biens d'équipement du foyer (+ 3,9 points), de produits pétroliers (+ 1,8 point), de biens intermédiaires (+1,4 point) et de produits courants (+1,0 point).

Les exportations augmentent de 27,9 % entre les quatrièmes trimestres 2010 et 2009 (+ 32,7 % au trimestre précédent). La progression des exportations de produits des IAA et, dans une moindre mesure, des exportations de produits pétroliers et de biens d'équipement professionnels explique cette évolution.

Les secteurs suivent des trajectoires divergentes

Après un ralentissement au 3^{ème} trimestre, l'activité du secteur « Agriculture, élevage et pêche » semble s'être contractée en fin d'année ; l'activité du secteur est jugée en baisse par les professionnels du secteur qui émettent néanmoins des prévisions très optimistes pour le premier trimestre 2011. Les abattages porcins progressent de 3,7 % (CVS) au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent, alors que les abattages bovins reculent de 7,7 % et les abattages de volailles sont stables (+ 0,2 %). Sur l'ensemble de l'année 2010, la filière porcine est la seule à avoir enregistré une contraction de ses abattages (- 1,7 %), le nombre de volailles et de bœufs abattus progressant respectivement de 2,2 % et 3,3 % par rapport à 2009. Le volume de lait collecté se réduit une nouvelle fois en 2010 (- 5,1 % par rapport à 2009). Les exportations de produits de la pêche progressent de 34,9 % sur l'année.

Malgré les prévisions pessimistes émises au troisième trimestre, la progression de l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics s'est poursuivie au dernier trimestre, mais en ralentissement sur les deux trimestres précédents. Pour la première fois depuis plus de deux ans, l'évolution trimestrielle des effectifs du BTP (CVS) est positive : + 2,7 % à fin décembre par rapport à fin septembre. Les effectifs restent néanmoins en retrait sur un an (- 5,3 % par rapport à fin décembre 2009). Sur l'ensemble de l'année 2010, les signaux sont plutôt « mal orientés » : les attestations délivrées par le Consuel reculent de 24,1 % et la commande publique de 46,4 %. Toutefois, les importations de ciment et de clinker progressent de 15,6 % après avoir baissé de plus de 30 % l'année précédente.



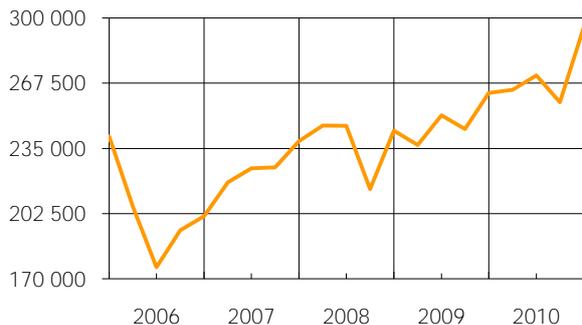
Source : Caisse des congés payés

Le quatrième trimestre 2010 pourrait marquer un point de retournement pour **l'industrie manufacturière**. La **dégradation de l'activité observée depuis le deuxième trimestre 2008** semble ralentir et **les prévisions d'activité pour le premier trimestre 2011 font état d'une reprise à venir**. Enfin, les charges se réduisent et les délais de paiement s'améliorent, ce qui diminue la pression sur la trésorerie.

La progression du courant d'affaires de **l'industrie agroalimentaire** se poursuit au dernier trimestre 2010 à un rythme ralenti. L'activité est jugée à peu près stable et les prévisions pour le début d'année 2011 sont optimistes. Les exportations de produits agroalimentaires ont progressé de 22,7 % en glissement sur un an.

L'activité ralentit au quatrième trimestre dans les **services marchands** selon les professionnels du secteur. Le premier trimestre 2011 devrait voir cette tendance se poursuivre, les prévisions étant largement pessimistes.

Trafic aérien sur l'axe métropole -Réunion
(CVS)



Source : CCIR

L'activité touristique reste bien orientée. La fréquentation hôtelière des membres de l'Union des Hôtels de La Réunion (UHR) progresse de 1,3 point (CVS) au quatrième trimestre en glissement sur un an. Le trafic "passager" sur la ligne entre La Réunion et la métropole augmente de 14,4 % (CVS) par rapport au troisième trimestre 2010. Cette bonne orientation est confirmée par l'opinion des chefs d'entreprises relative à l'activité passée du secteur. Sur l'ensemble de l'année, la fréquentation des hôtels atteint un niveau record avec un taux d'occupation moyen de 72,3 %, soit une progression de 3,7 points par rapport à 2009. En outre, le nombre de passagers entre le département et la métropole s'accroît de 9,2 % et dépasse ainsi la barre symbolique du million de voyageurs.

ANNEXES STATISTIQUES

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.
- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en termes d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisés pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner un poids, aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises, proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM a élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur du climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

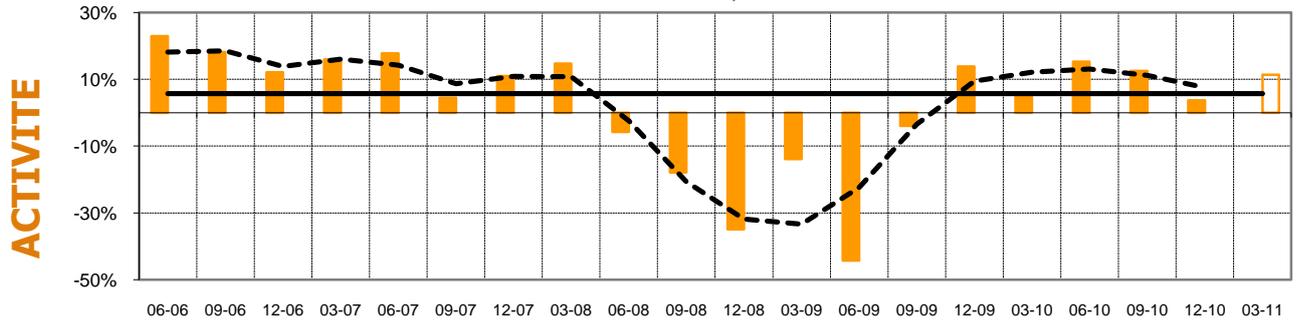
Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

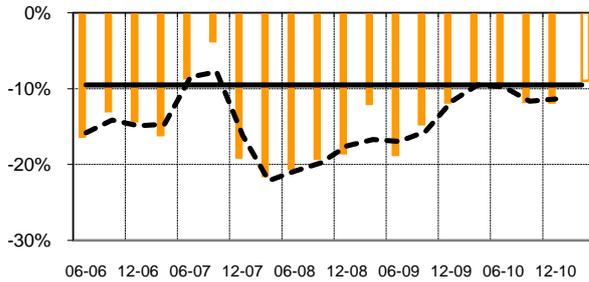
	<i>Page</i>
<i>Les secteurs d'activité.....</i>	10
<i>Vue d'ensemble.....</i>	10
<i>Agriculture, élevage et pêche.....</i>	11
<i>Industrie agro-alimentaire.....</i>	14
<i>Autre industries.....</i>	17
<i>Bâtiment et travaux publics.....</i>	19
<i>Commerce.....</i>	22
<i>Services marchands.....</i>	24
<i>Hôtellerie-Tourisme.....</i>	25
<i>Les entreprises.....</i>	27
<i>L'investissement.....</i>	28
<i>La vulnérabilité.....</i>	29
<i>Les ménages.....</i>	31
<i>L'investissement.....</i>	32
<i>La vulnérabilité.....</i>	34
<i>Sélection d'indicateurs économiques et sectoriels.....</i>	36

Vue d'ensemble

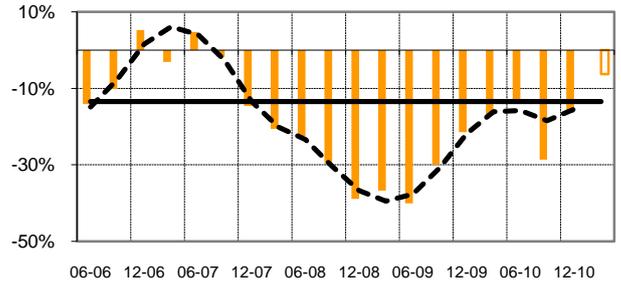
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 126 entreprises (dont 3 coopératives relevant du secteur primaire) employant au total 14 642 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



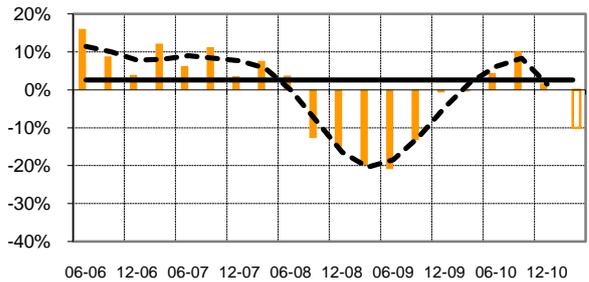
CHARGES



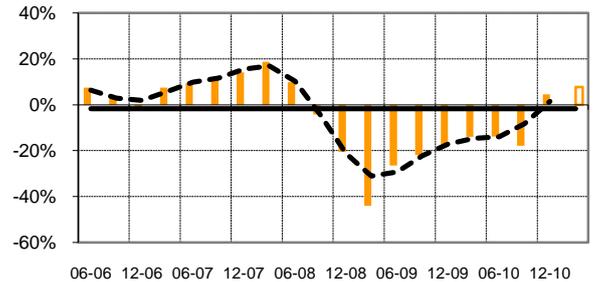
TRESORERIE



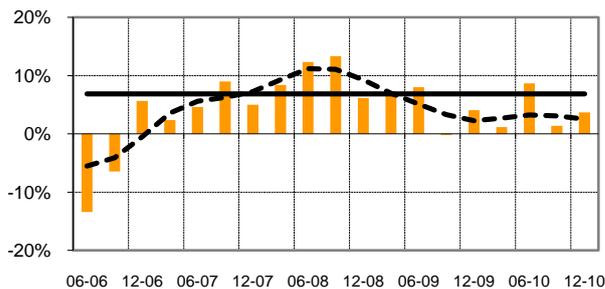
EFFECTIFS



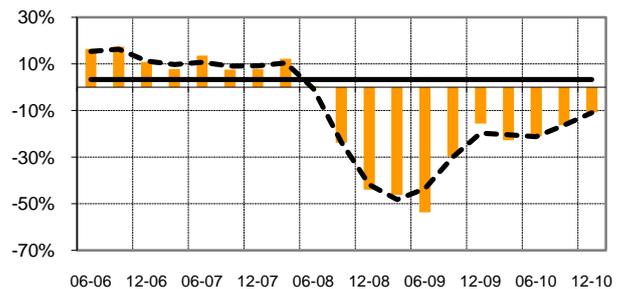
PRIX DE VENTE



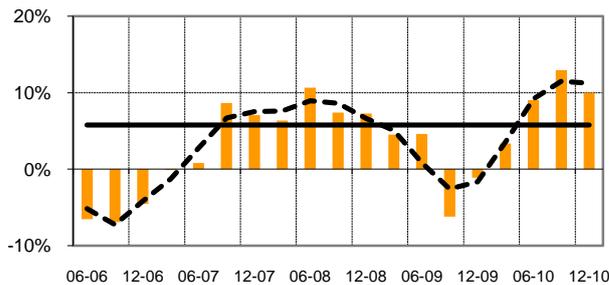
STOCKS MATIERES PREMIERES



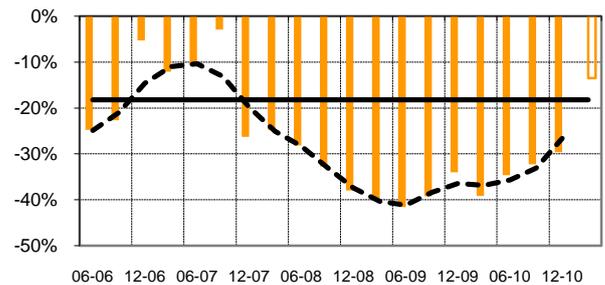
PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



STOCKS PRODUITS FINIS



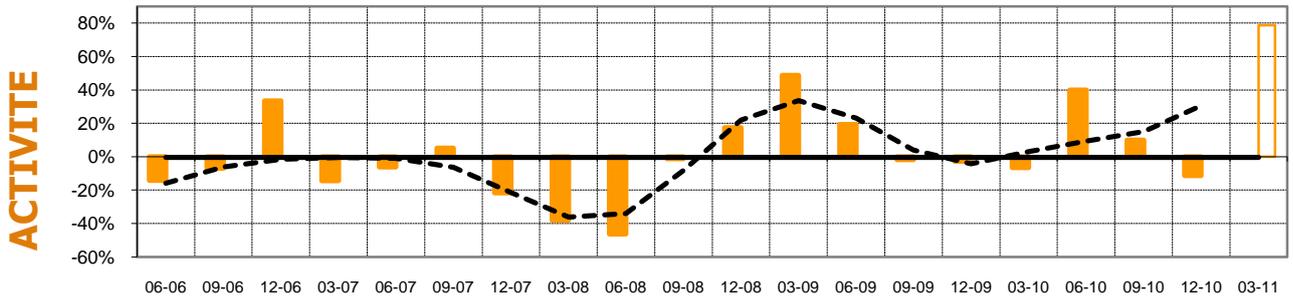
DELAIS DE PAIEMENT



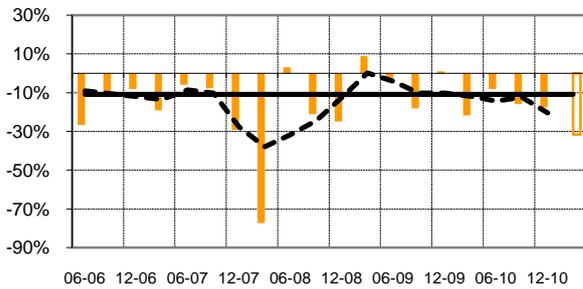
Indicateur passé Indicateur prévu - - - Tendence de l'indicateur — Moyenne longue période de l'indicateur

Agriculture, élevage et pêche

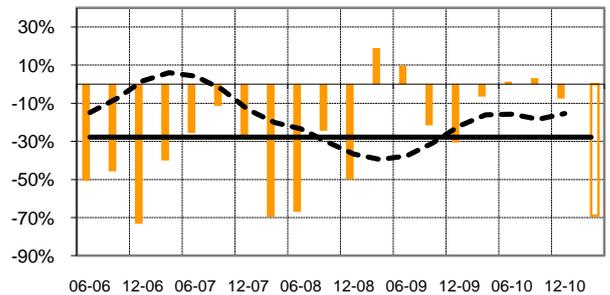
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 5 entités relevant du secteur primaire (soit un effectif total estimé de 1025 personnes composé de salariés d'entreprises, d'éleveurs, d'agriculteurs et de pêcheurs).
 Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



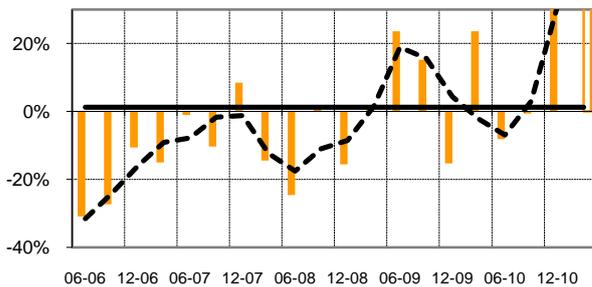
CHARGES



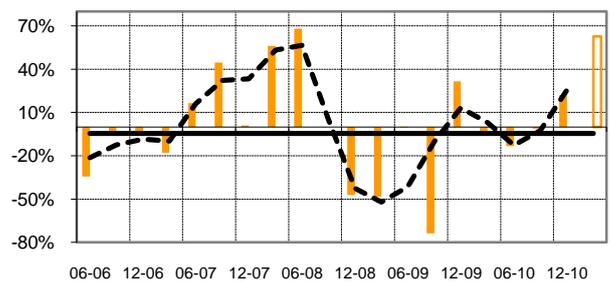
TRESORERIE



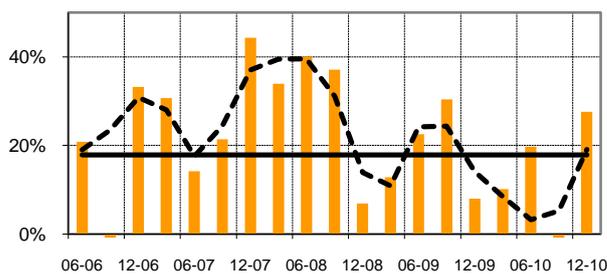
EFFECTIFS



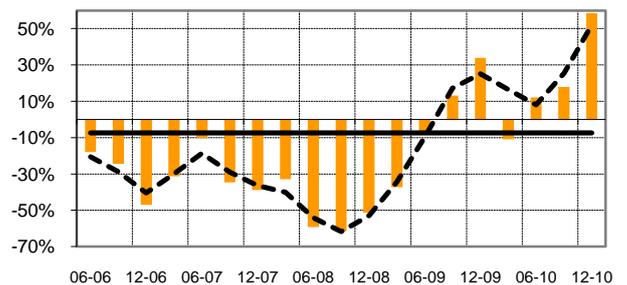
PRIX DE VENTE



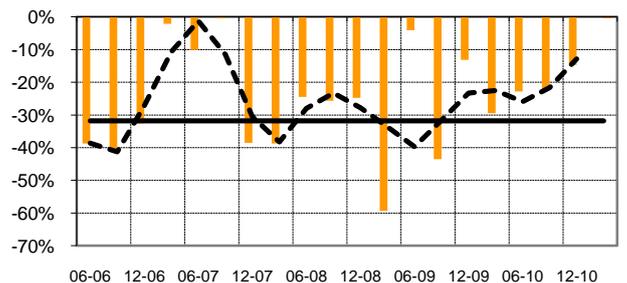
STOCKS MATIERES PREMIERES



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



DELAIS DE PAIEMENT



■ Indicateur passé □ Indicateur prévu - - - Tendence de l'indicateur — Moyenne longue période de l'indicateur

La filière bovine

Abattages de viande bovine
(en tonne)



Source : SICABAT (données trimestrielles - CVS)

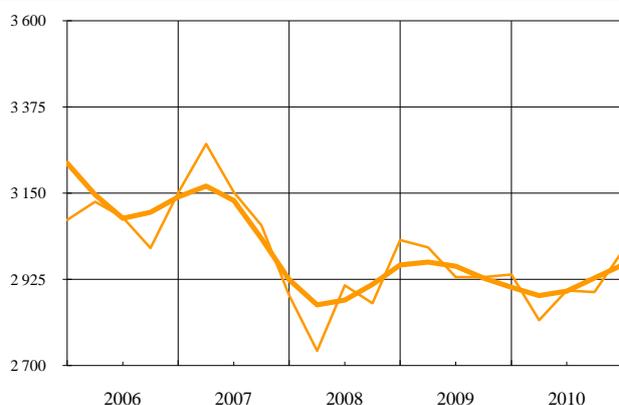
Importations de viande bovine
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles)

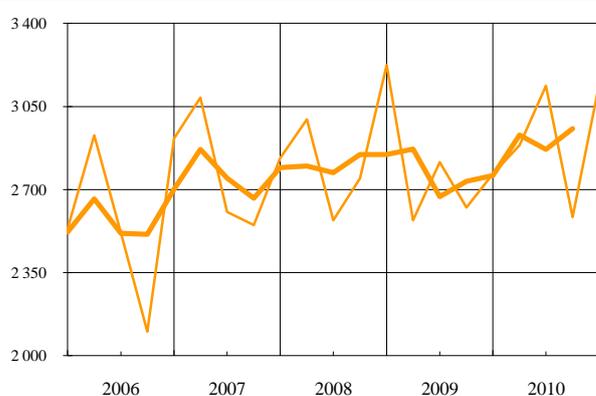
La filière porcine

Abattages de viande porcine
(en tonne)



Source : SICABAT (données trimestrielles - CVS)

Importations de viande porcine
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles)

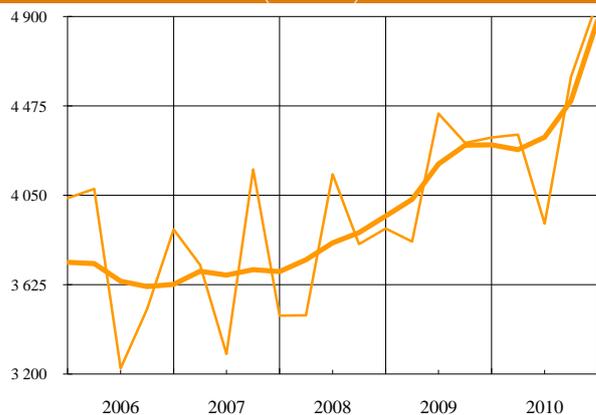
La filière avicole

Abattages de volailles
(en tonne)



Source : Aribev (données trimestrielles - CVS)

Importations de volailles
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

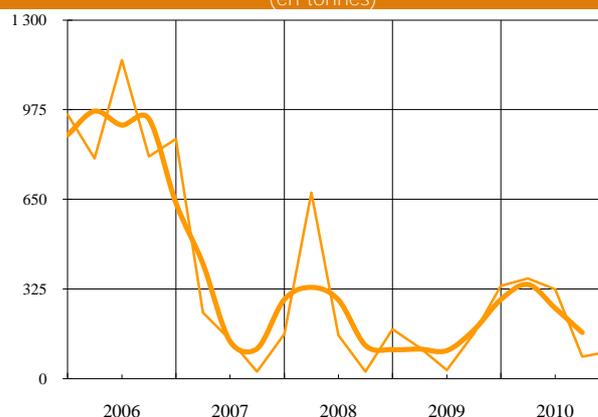
Agriculture, élevage et pêche

La filière laitière
Lait collecté par la Sicalait
(en milliers de litres)



Source : Sicalait (données trimestrielles – CVS)

La filière pêche
Exportations maritimes¹
(en tonnes)

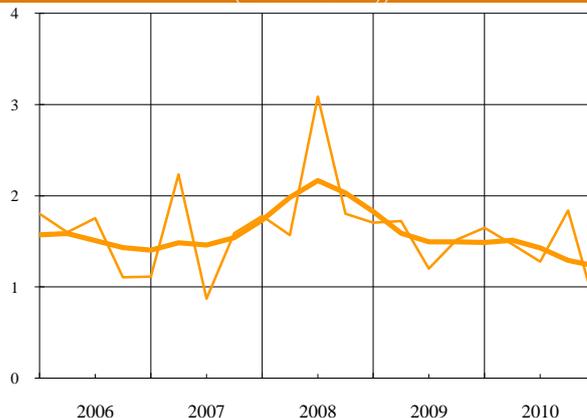


Source : Douanes (données trimestrielles)

Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche
Importations (en millions d'€) **Exportations** (en millions d'€)



Source : Douanes (données trimestrielles)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

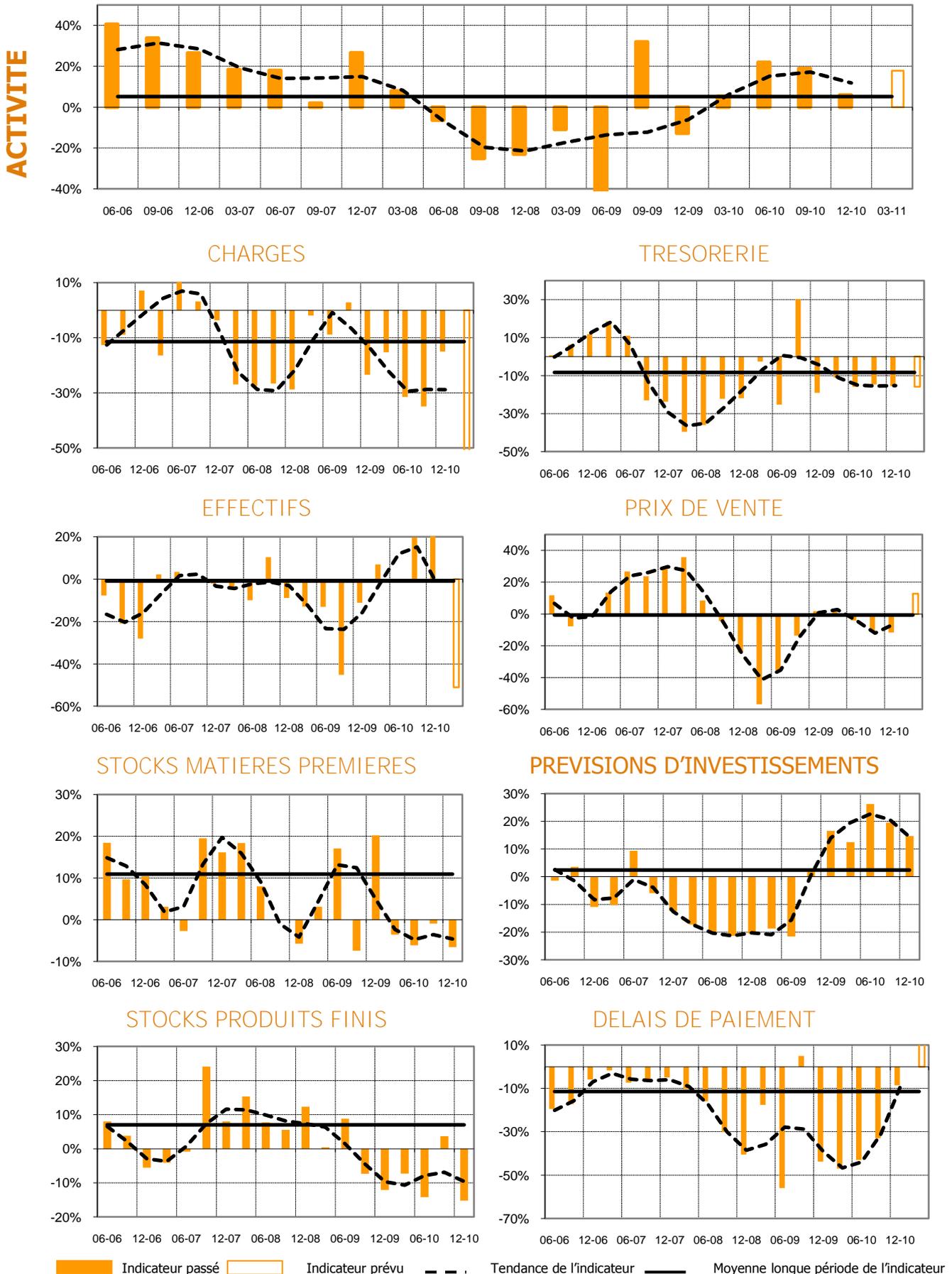
Dernières données chiffrées

	T4 2006	T4 2007	T4 2008	T4 2009	T1 2010	T2 2010	T3 2010	T4 2010	Cumul 2010	T4 10/T4 09	Σ10/Σ09
ABATTAGE											
bovins Source : Sicabat (tonnes)	498	474	480	440	442	471	505	452	1 869	2,6%	3,4%
porcins Source : Sicabat (tonnes)	3 296	3 017	3 167	3 073	2 597	2 850	3 033	3 136	11 616	2,1%	-1,6%
volailles Source : Ariv (tonnes)	2 387	2 614	2 079	2 120	1 882	2 048	2 212	2 232	8 374	5,3%	2,2%
IMPORTATIONS											
bovins Source : Douanes (tonnes)	835	777	745	1 002	756	815	908	1 036	3 515	3,4%	-2,6%
porcins Source : Douanes (tonnes)	2 915	2 832	3 225	2 766	2 886	3 138	2 584	3 147	11 756	13,8%	9,1%
volailles Source : Douanes (tonnes)	4 275	3 826	4 281	4 756	4 590	3 548	4 314	5 468	17 920	15,0%	6,3%
COLLECTE DE LAIT	6 583	6 585	6 019	5 475	4 902	4 651	4 999	5 260	19 812	-3,9%	-5,1%
Source : Sicalait (milliers de litres)											
EXPORTATIONS PÊCHE	869	161	179	336	364	324	79	98	865	-70,7%	34,9%
Source : Douanes (tonnes)											
PDS AGRICOLES, SYLVICOLES ET PÊCHE											
Importations Douanes (millions d'€)	20,2	27,0	22,5	24,9	17,7	26,0	22,7	25,1	91,5	0,6%	9,5%
Exportations Douanes (millions d'€)	2,1	3,3	3,1	3,0	1,3	0,9	1,0	1,4	4,6	-53,9%	-26,1%

¹ Y compris les exportations réalisées par les palangriers asiatiques autorisés à pêcher dans la zone économique des îles éparses avec obligation de décharger à Port-Réunion.

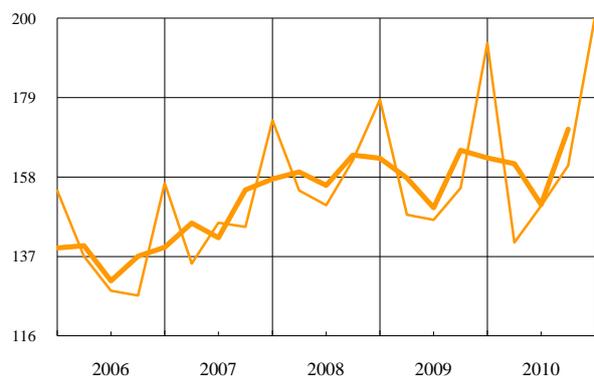
Industrie agro-alimentaire

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 17 entreprises du secteur agro-alimentaire employant 1 610 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



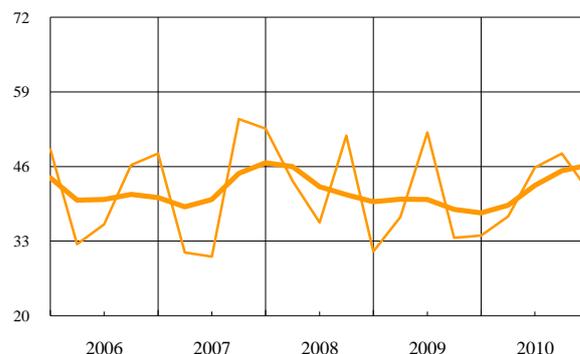
Industrie agro-alimentaire

Importations de produits agro-alimentaires (en millions d'€)



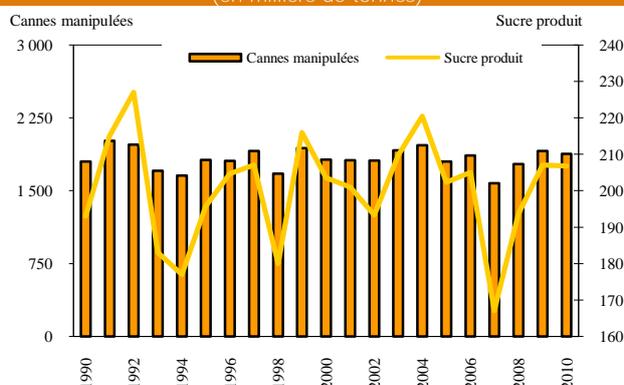
Source : Douanes (données trimestrielles)

Exportations de produits agro-alimentaires (en millions d'€)



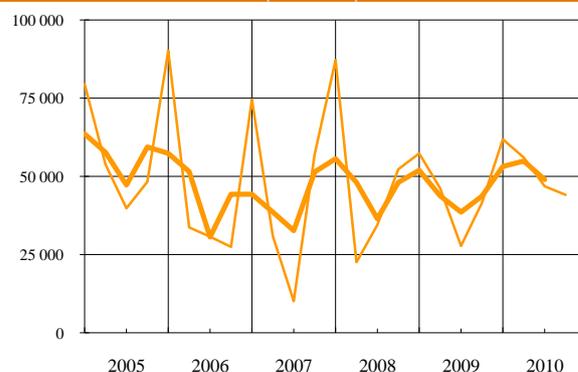
Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Campagnes sucrières (en milliers de tonnes)



Source : CTICS – eRcane

Exportations maritimes de sucre et mélasse (en tonne)



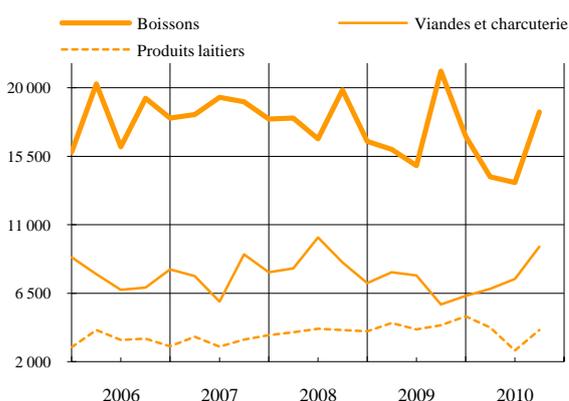
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes)
(données trimestrielles)

Exportations de rhum (en hectolitres d'alcool pur)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Importations maritimes de boissons, produits laitiers, viandes et charcuterie (en tonnes)



Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes)
(données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES	4T 2006	4T 2007	4T 2008	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	4T 2010	Cumul 2010	4T10/ 4T09	Σ10/ Σ09
Importations (millions d'€)	156	173	179	193	141	150	161	201	653	3,7%	1,5%
Exportations (millions d'€)	64	70	42	45	37	35	44	56	172	22,7%	12,6%

Source : Douanes

IMPORTATIONS MARITIMES (tonnes)	3T 2006	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/ 3T09	Σ10/ Σ09
boissons	17 898	17 684	18 397	19 545	18 560	13 746	13 759	17 067	44 572	-12,7%	-10,7%
produits laitiers	3 651	3 585	4 240	4 575	5 124	3 905	2 782	4 243	10 930	-7,3%	-15,4%
viandes et charcuterie	6 292	8 288	7 811	5 265	6 844	7 041	7 172	8 746	22 959	66,1%	10,3%

Source : DDE

EXPORTATIONS MARITIMES (tonnes)	3T 2006	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/ 3T09	Σ10/ Σ09
sucres et mélasse	27 458	57 018	52 176	41 479	61 804	56 039	46 806	44 030	146 875	6,2%	27,2%
poissons	223	1 387	1 017	2 815	3 766	4 117	3 502	3 468	11 087	23,2%	4,0%

Source : DDE

EXPORTATIONS DE RHUM (hectolitres d'alcool pur)	4T 2006	4T 2007	4T 2008	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	4T 2010	Cumul 2010	4T10/ 4T09	Σ10/ Σ09
EXPORTATIONS DE RHUM (hectolitres d'alcool pur)	21 355	26 616	23 852	36 394	14 791	13 681	31 574	19 384	79 430	-46,7%	-26,9%
PRODUCTION DE RHUM (hectolitres d'alcool pur)	29 351	51 298	45 725	50 249	0	4 018	54 829	34 857	93 704	-30,6%	-15,6%

Source : Douanes

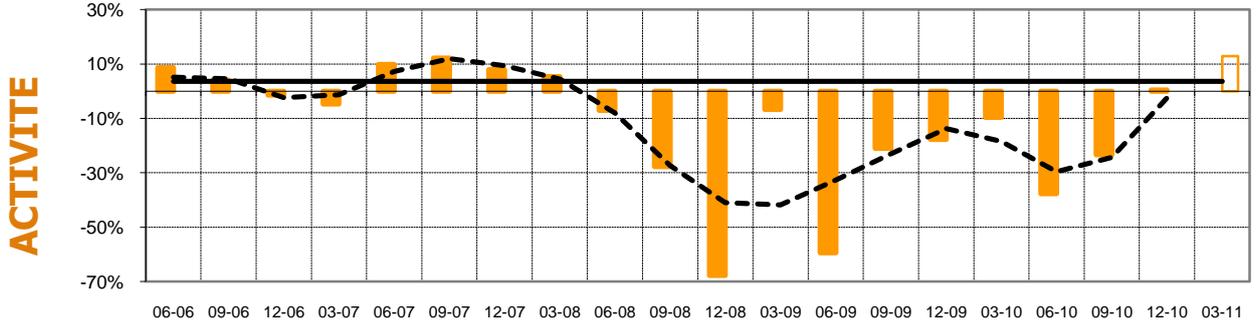
CAMPAGNES SUCRIERES	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Variations (N/N-1)
Cannes manipulées	1 969	1 801	1 864	1 576	1 774	1 908	1 877	-1,6%
. par l'usine du Gol	989	946	920	777	924	953	918	-3,7%
. par l'usine de Bois Rouge	980	855	945	798	849	955	959	0,5%

(milliers de tonnes) Source : CTICS

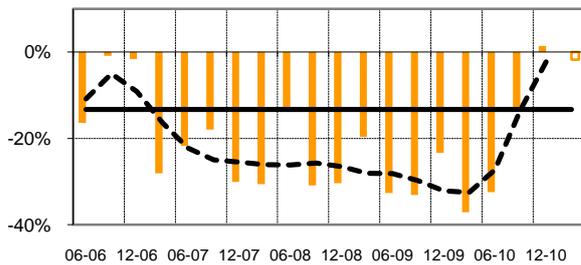
Production de sucre brut (milliers de tonnes) Source : CERF	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Variations (N/N-1)
Production de sucre brut (milliers de tonnes) Source : CERF	220	202	205	158	194	207	207	-0,1%
Richesse moyenne de la canne (Source : CTICS)	14,14%	14,01%	14,03%	13,74%	14,00%	13,89%	13,59%	-0,3 pt

Autres industries

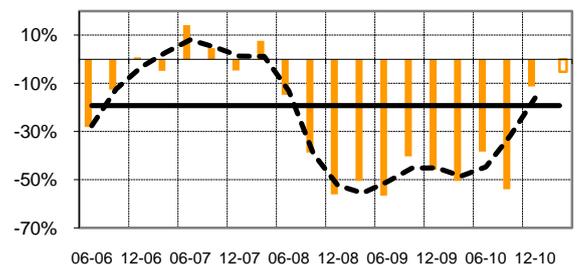
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 20 entreprises du secteur industriel (hors agro-alimentaire) employant 948 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



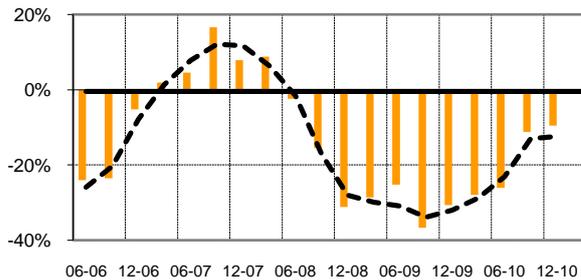
CHARGES



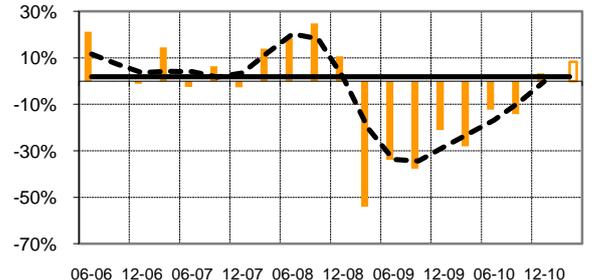
TRESORERIE



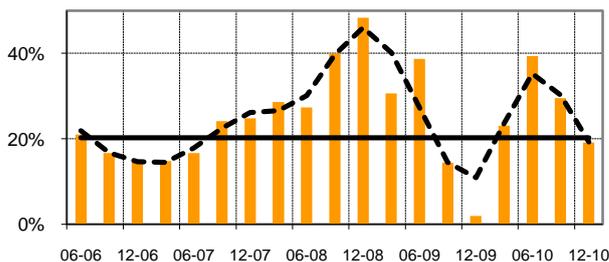
EFFECTIFS



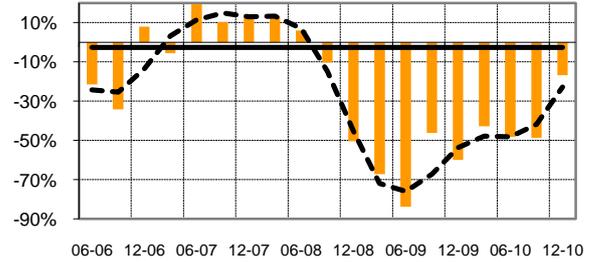
PRIX DE VENTE



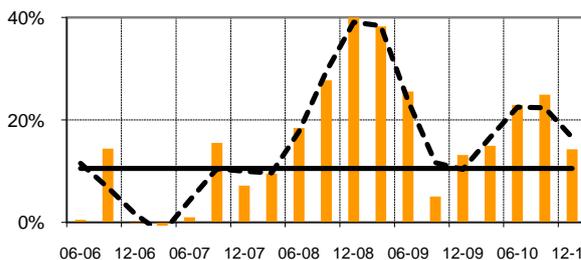
STOCKS MATIERES PREMIERES



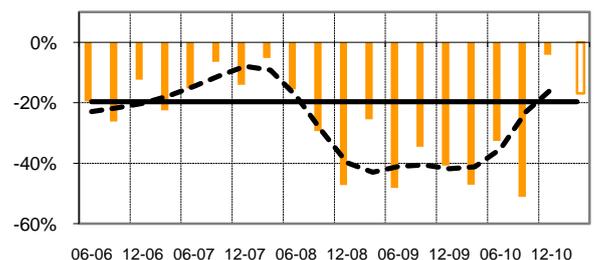
PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



STOCKS PRODUITS FINIS

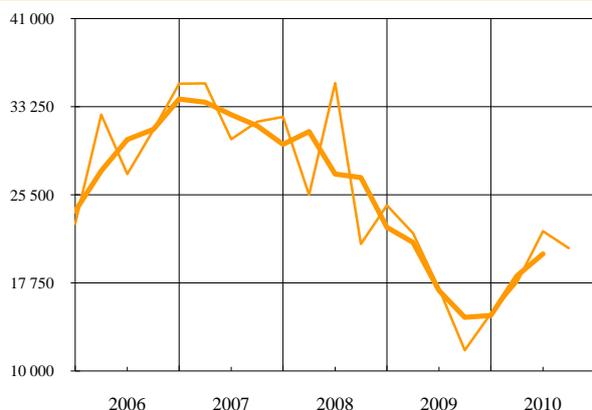


DELAIS DE PAIEMENT



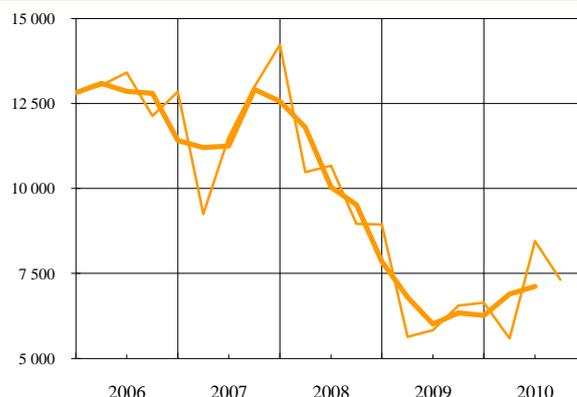
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 Tendence de l'indicateur
 Moyenne longue période de l'indicateur

Importations maritimes de produits métalliques (en tonnes)



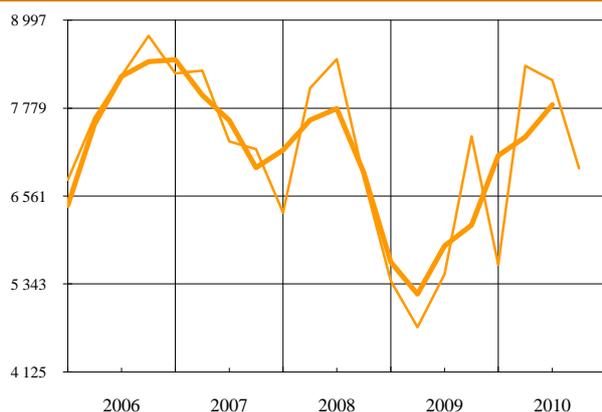
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielle)

Importations maritimes de bois destiné à la transformation (en tonnes)



Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles)

Importations maritimes de produits destinés aux imprimeries et cartonneries (en tonnes)



Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles)

Importations maritimes de matières plastiques brutes et de produits chimiques de base (en tonnes)



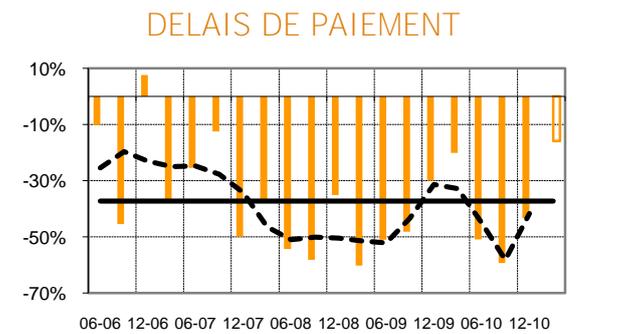
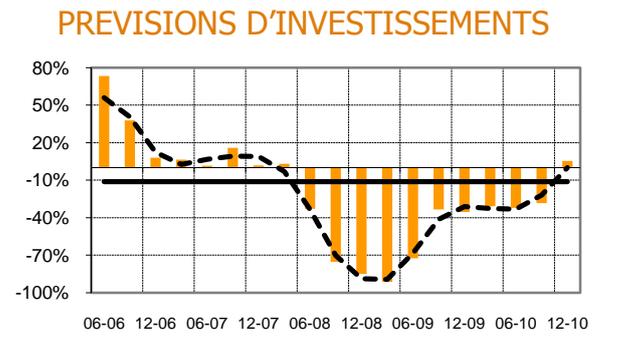
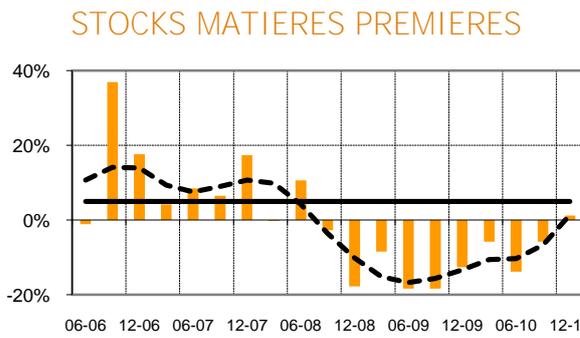
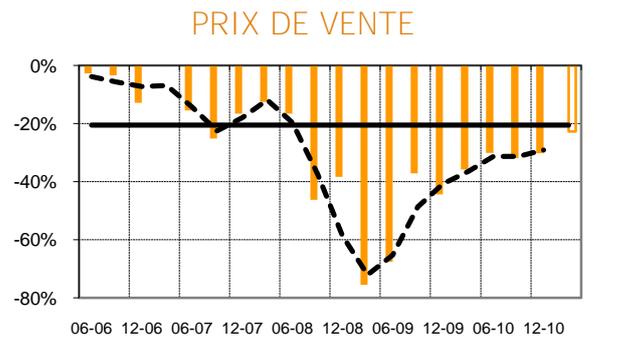
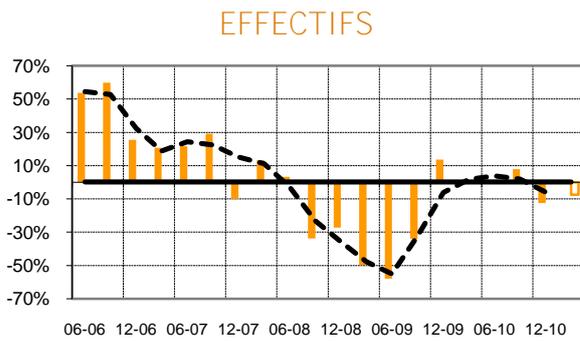
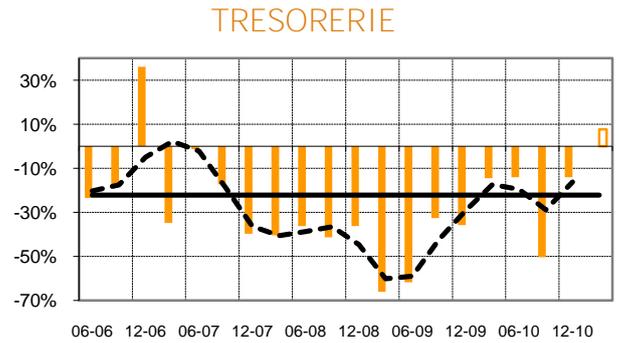
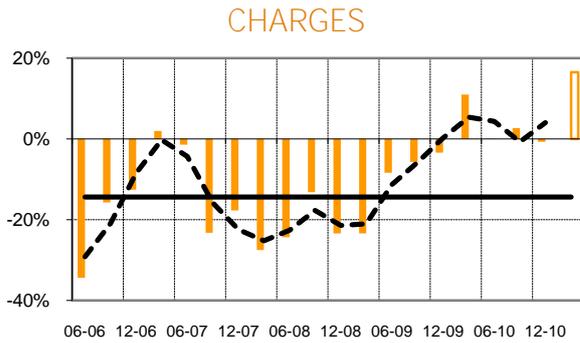
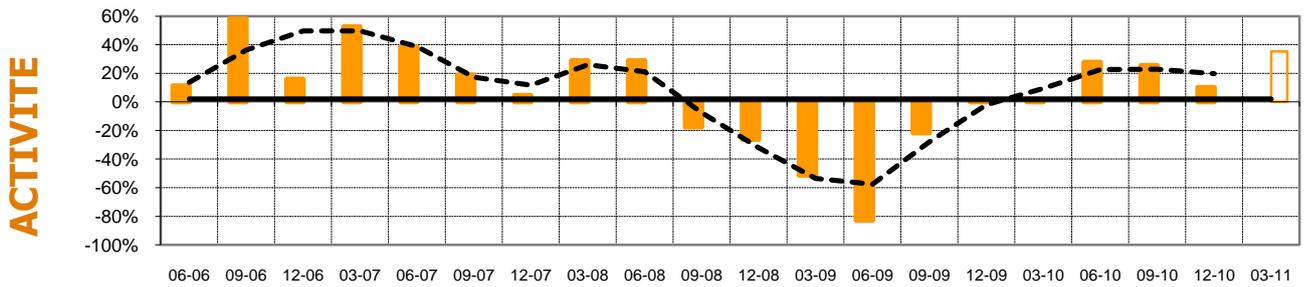
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles)

Dernières données chiffrées

IMPORTATIONS MARITIMES (tonnes) Source : DDE	3T 2006	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/3T09	Σ10/Σ09
Produits métalliques	31 191	31 933	21 172	11 835	15 063	17 781	22 298	20 802	60 881	75,8%	18,9%
Bois destiné à la transformation	12 133	12 995	8 962	6 557	6 635	5 589	8 453	7 313	21 355	11,5%	18,5%
Produits pour l'imprimerie et la cartonnerie	8 783	7 212	6 809	7 387	5 612	8 364	8 168	6 946	23 478	-6,0%	33,3%
Matières plastiques et ppts chimiques de base	4 756	3 371	3 847	3 601	2 836	5 483	11 353	10 557	27 393	193,2%	232,3%

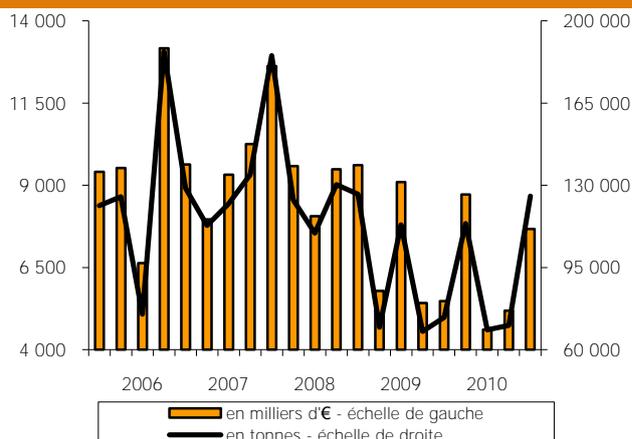
Bâtiment et travaux publics

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 10 entreprises du secteur du BTP (gros œuvre et second œuvre) employant 2 086 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



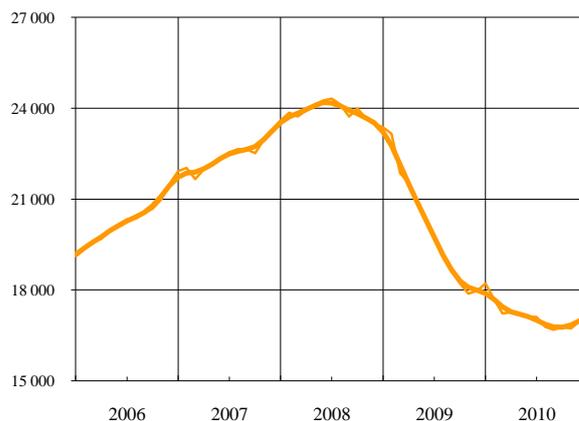
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 Tendence de l'indicateur
 Moyenne longue période de l'indicateur

Importations de ciment et de clinker



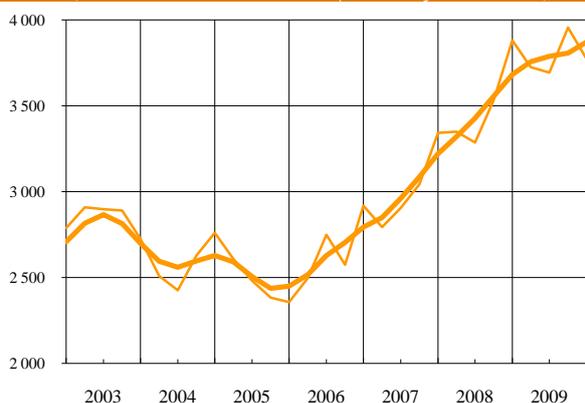
Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Effectifs du BTP



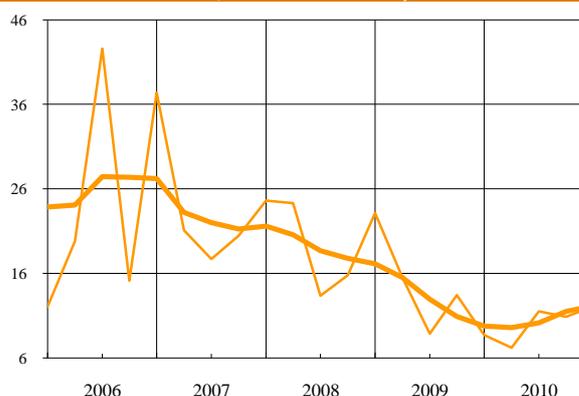
Source : Caisse des congés payés du BTP (données mensuelles - CVS)

Logements sociaux en cours de chantier
(en nombre – estimations à partir de janvier 2009)



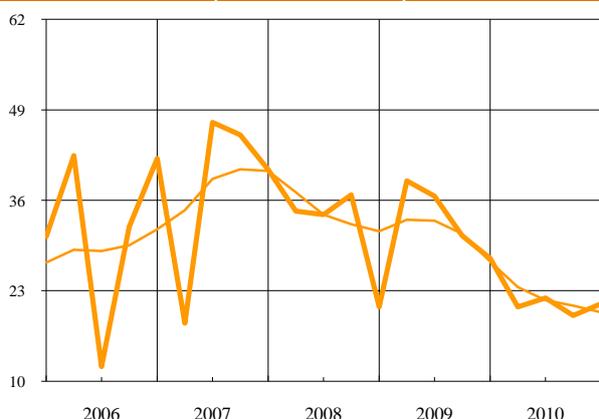
Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Travaux de génie civil
(en millions d'euros)



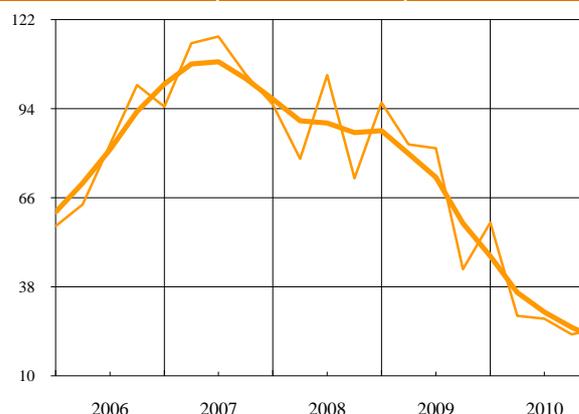
Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Constructions publiques
(en millions d'euros)



Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Travaux routiers
(en millions d'euros)



Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

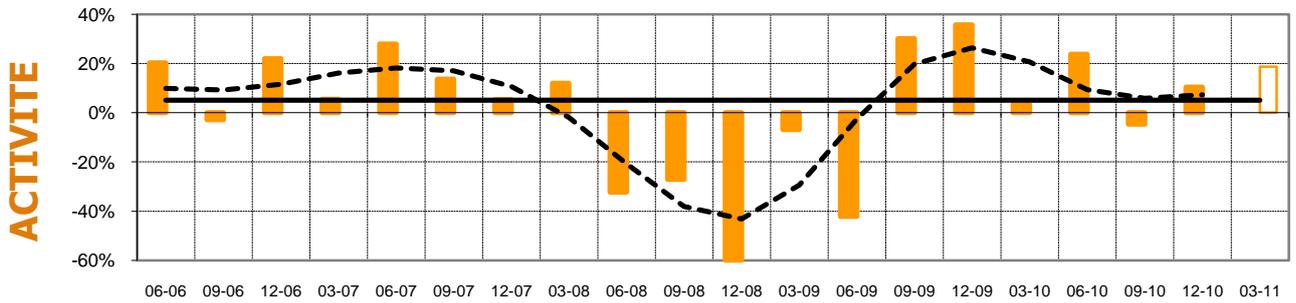
Source : Cer-BTP (millions d'€)	4T06	4T07	4T08	4T09	1T10	2T10	3T10	4T10	Cumul 2010	4T10/ 4T09	Σ10/ Σ09
Travaux génie civil	48	32	30	11	5	11	12	16	43	38,8%	-4,2%
Constructions publiques	56	53	27	37	12	22	21	28	83	-23,6%	-35,8%
Travaux routiers	146	147	148	90	16	25	23	38	102	-57,5%	-59,4%

IMPORTATIONS DE CIMENT + CLINKER	4T 2007	4T 2008	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	4T 2010	Cumul 2010	4T10/ 4T09	Σ10/ Σ09
milliers d'euros	12 718	9 688	5 524	8 347	4 681	5 293	7 728	26 049	39,9%	0,8%
tonnes	180 291	122 944	71 824	113 431	70 253	70 559	122 040	376 283	69,9%	15,6%

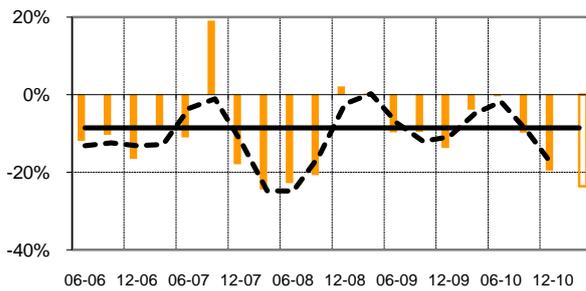
EFFECTIFS DU BTP	sept-06	sept-07	sept-08	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	déct10/ sept10	déc10/ déc09
Source : Caisse des congés payés (nombre à fin)	21 526	23 437	24 974	18 960	17 730	17 027	17 245	17 466	16 785	-3,9%	-5,3%

Commerce

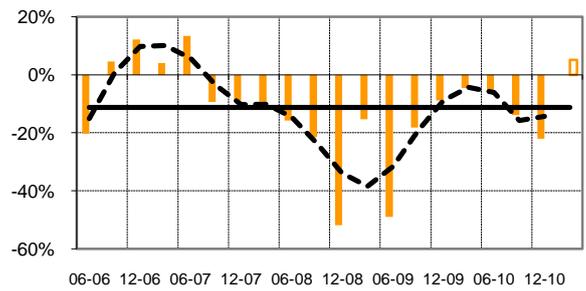
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 26 entreprises du secteur du commerce employant 5 202 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinions CVS à coefficients saisonniers nuls)



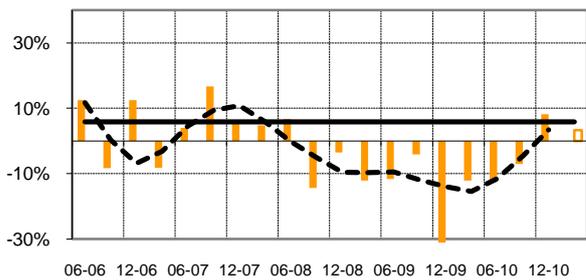
CHARGES



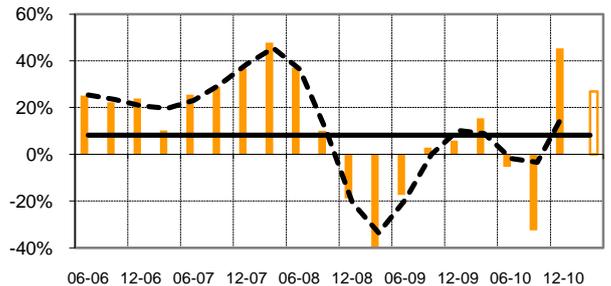
TRESORERIE



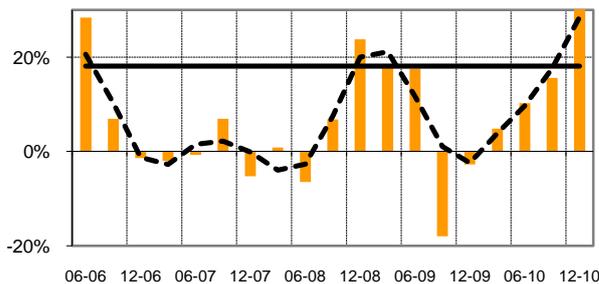
EFFECTIFS



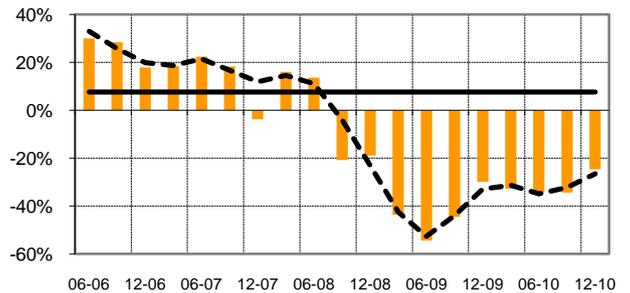
PRIX DE VENTE



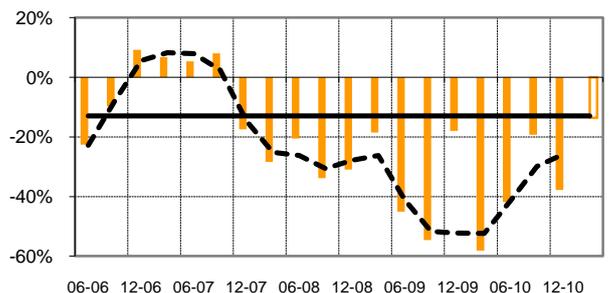
STOCKS PRODUITS FINIS



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS

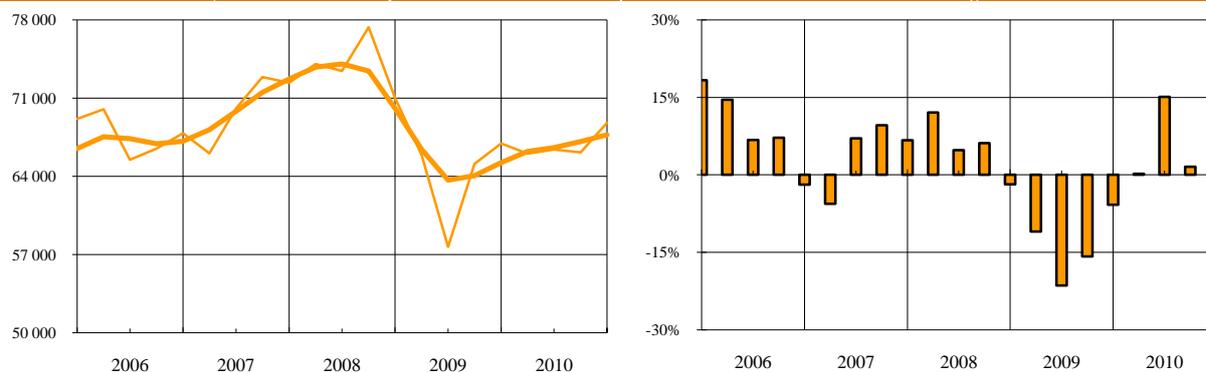


DELAIS DE PAIEMENT



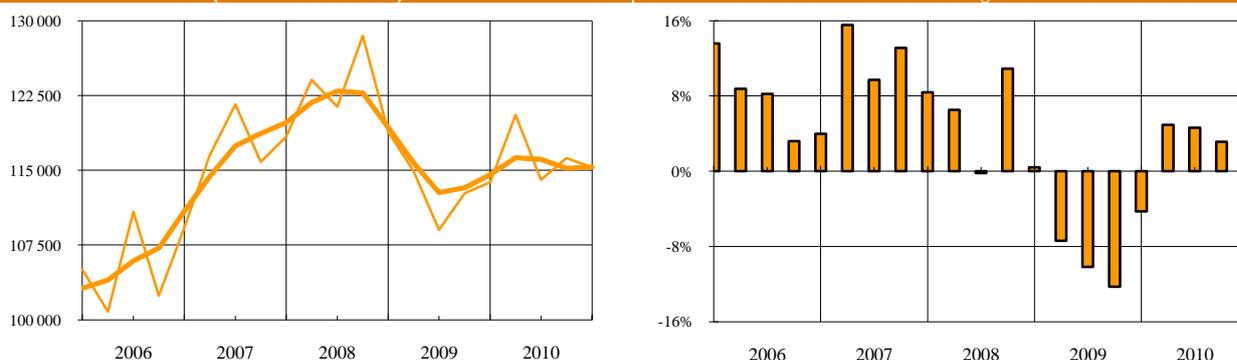
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 - - - - - Tendence de l'indicateur
 ——— Moyenne longue période de l'indicateur

Recettes de l'octroi de mer
(en milliers d'euros) Variations trimestrielles en glissement annuel CVS



Source : Trésorerie générale (données trimestrielles - CVS)

TVA collectée
(en milliers d'euros) Variations trimestrielles en glissement annuel CVS



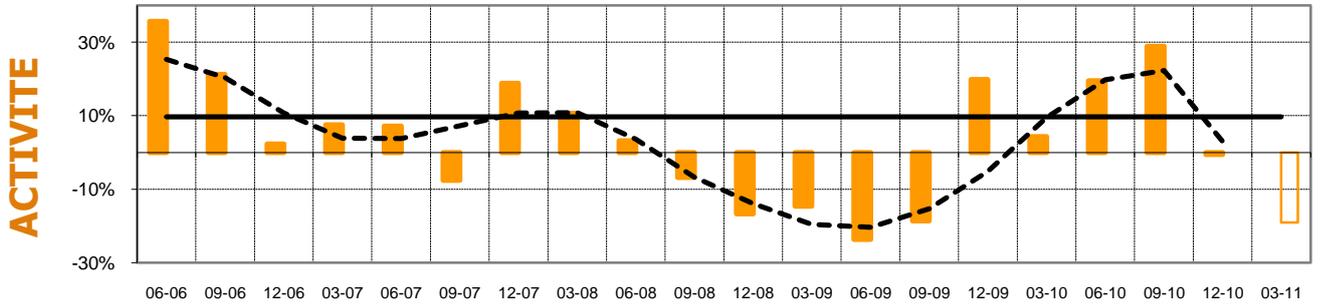
Source : Trésorerie générale (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

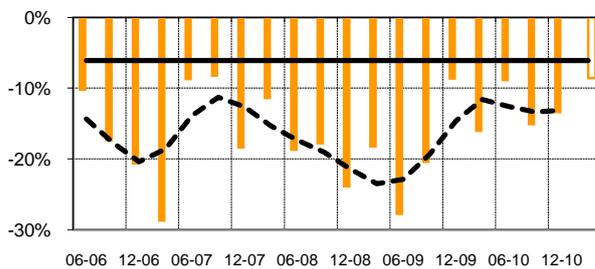
Source : Trésorerie Générale (en milliers d'€)	4T 2006	4T 2007	4T 2008	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	4T 2010	Cumul 2010	4T10/ 4T09	Σ10/ Σ09
Taxe sur la Valeur Ajoutée	119 994	130 058	130 613	125 041	111 441	115 038	112 542	126 693	465 714	1,3%	3,4%
Octroi de mer	77 085	82 236	80 719	76 049	59 931	65 668	63 934	78 160	267 693	2,8%	4,6%
Octroi de mer régional	17 642	18 765	18 848	22 077	18 533	20 442	19 287	22 672	80 934	2,7%	10,3%

Services marchands

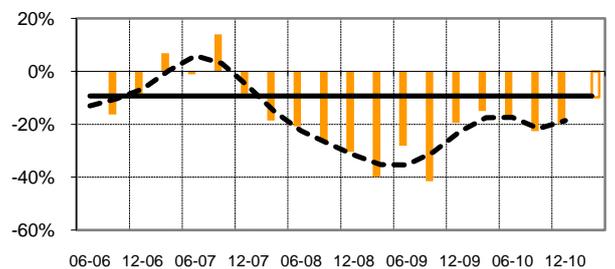
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 48 entreprises du secteur des services marchands (Transports, Hôtellerie-tourisme et Services aux entreprises : Télécommunications, Ingénierie informatique, Activités comptables, juridiques et de conseil de gestion, Activités d'architecture et d'ingénierie, Publicité, Activités de contrôle et analyses techniques, Enquêtes et sécurité, Activités de nettoyage, Entretien et réparation de véhicules automobiles et Sélection et fourniture de personnel) employant 3 771 salariés.
 Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



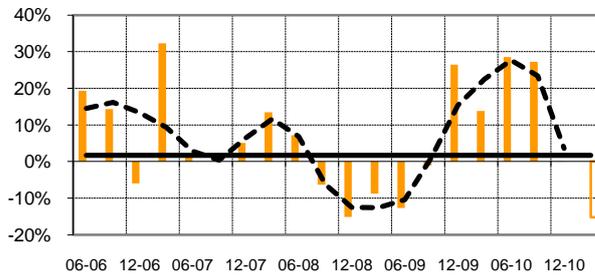
CHARGES



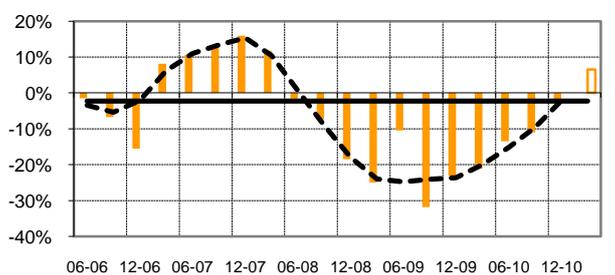
TRESORERIE



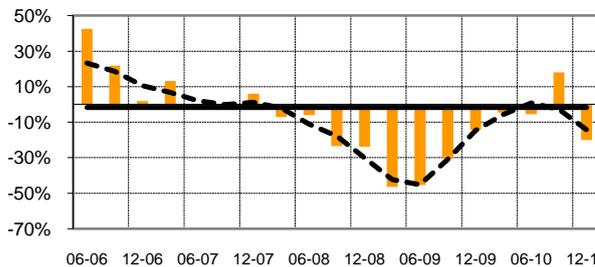
EFFECTIFS



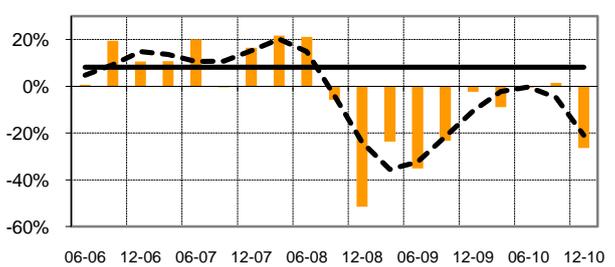
PRIX DE VENTE



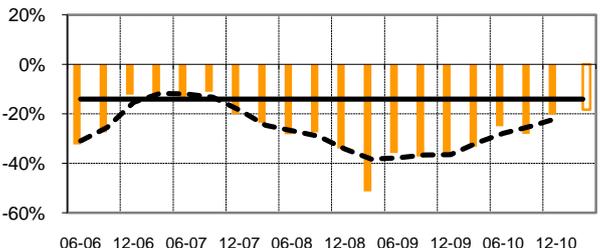
NIVEAU DU CARNET DE COMMANDES



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



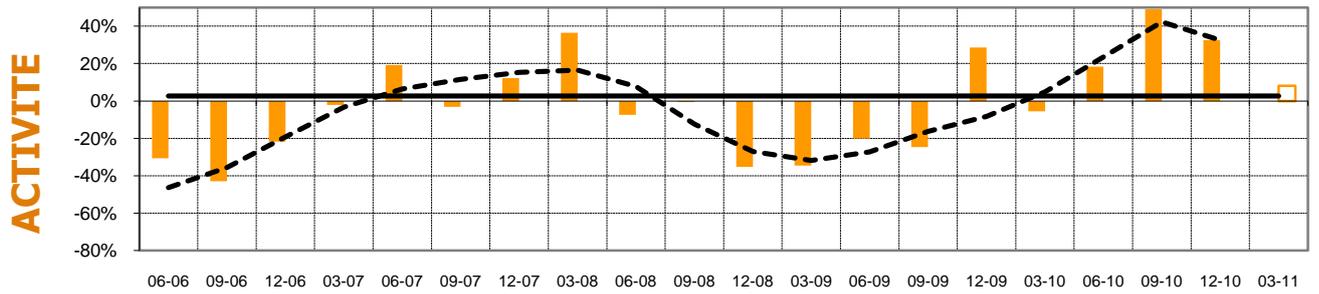
DELAIS DE PAIEMENT



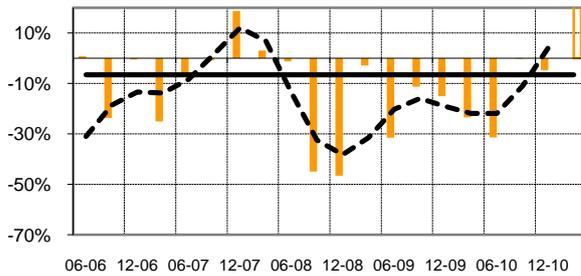
■ Indicateur passé □ Indicateur prévu - - - Tendence de l'indicateur — Moyenne longue période de l'indicateur

Hôtellerie - tourisme

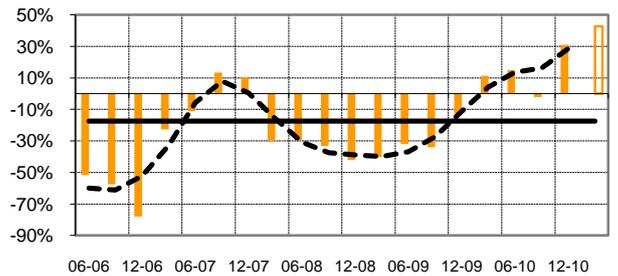
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 22 entreprises du secteur de l'hôtellerie et du tourisme employant 1 147 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



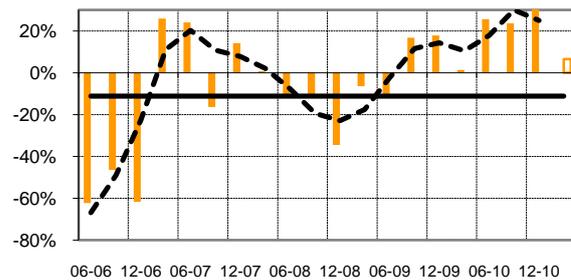
CHARGES



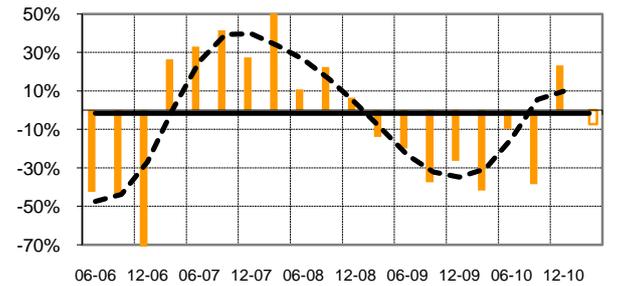
TRESORERIE



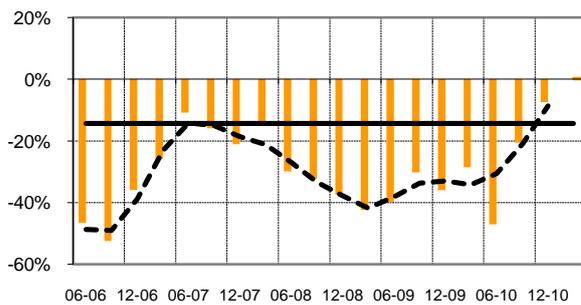
EFFECTIFS



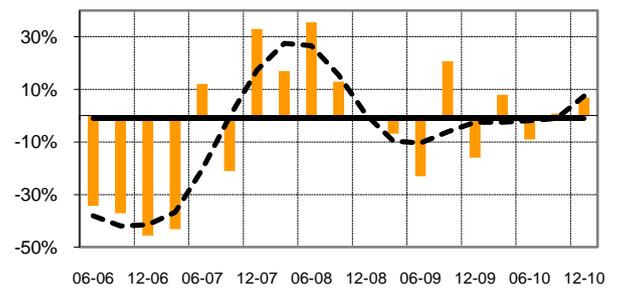
PRIX DE VENTE



DELAIS DE PAIEMENT



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS

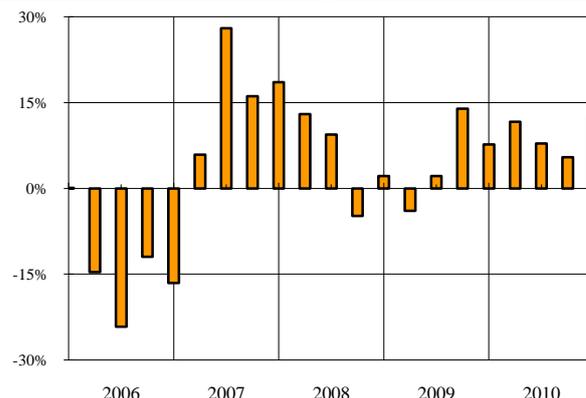
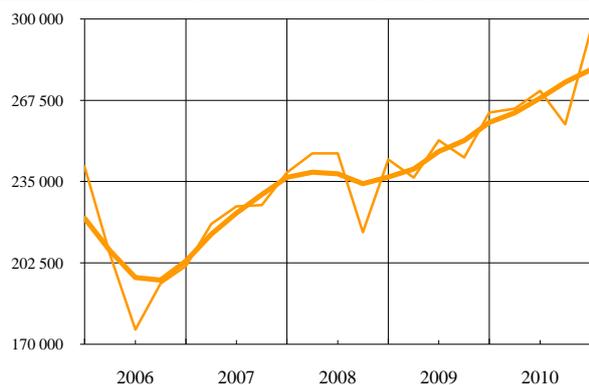


Indicateur passé
 Indicateur prévu
 Tendance de l'indicateur
 Moyenne longue période de l'indicateur

Trafic aérien – Nombre de passagers enregistrés sur l’axe métropole-Réunion

(trafic arrivées et départs)

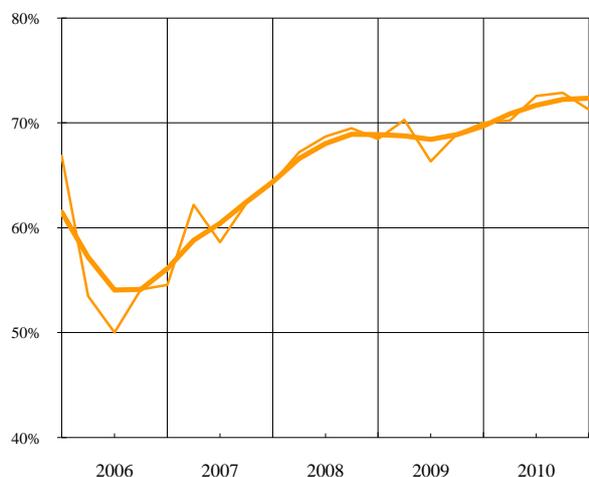
Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



Source : CCIR (données trimestrielles – CVS)

Fréquentation hôtelière

(taux d’occupation des hôtels adhérents à l’Union des Hôtels de la Réunion)



Source : Union des Hôtels de la Réunion (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

Source : Aéroports de Pierrefonds et de Gillot	4T 2007	4T 2008	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	4T 2010	Cumul 2010	4T10/4T09	Σ10/Σ09
Nombre total de passagers	443 922	453 125	500 007	482 062	430 743	554 532	525 294	1 992 631	5,1%	9,3%
Nombre de passagers sur l’axe métropole	248 042	253 452	272 981	241 001	240 889	299 264	306 824	1 087 978	12,4%	9,2%
Mouvements de vols	3 480	3 963	4 124	4 136	3 881	4 477	4 402	16 896	6,7%	7,5%

Taux d’occupation à fin	déc-06	déc-07	déc-08	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	déc10/ sept10	déc10/ déc09
Fréquentation hôtelière	63,4%	74,7%	79,5%	81,3%	69,9%	67,7%	66,3%	82,8%	+ 16,5 pts	+ 1,5 pt

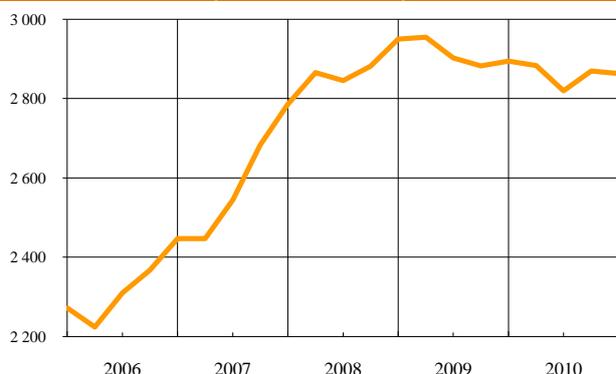
Source : UHR

Les entreprises

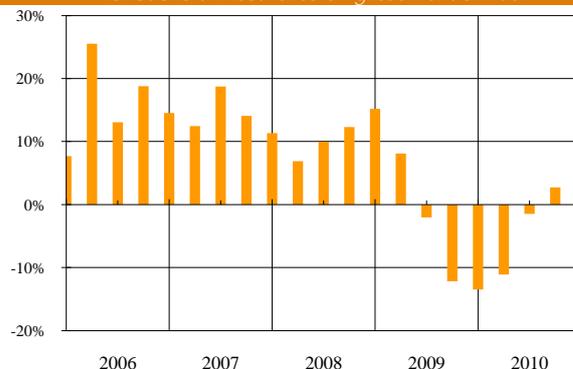
L'investissement des entreprises

Encours bancaires des crédits d'investissement

(en millions d'euros)



Variations trimestrielles en glissement annuel

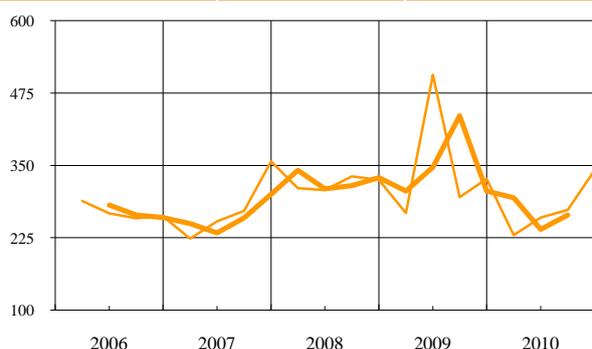


Source : IEDOM (données trimestrielles)

Les biens d'équipement professionnels

Importations de biens d'équipement mécaniques, électriques et électroniques

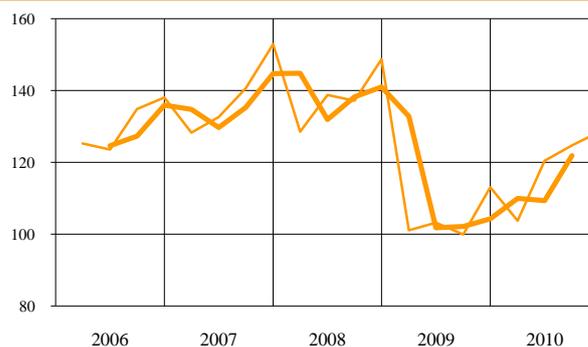
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles)

Importations de biens intermédiaires

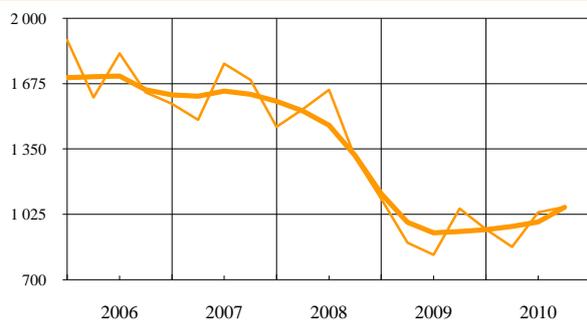
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles)

Investissements spécifiques

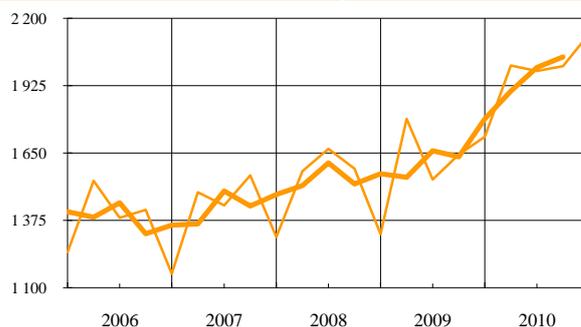
Ventes de véhicules utilitaires



Source : Sorefi (données trimestrielles - CVS)

Les créations d'entreprises

Créations d'entreprises hors secteur primaire



Source : INSEE (données trimestrielles)

Dernières données chiffrées

	4T 2007	4T 2008	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	4T 2010	Cumul 2010	4T10/ 4T09	Σ10/ Σ09
Importations de biens (Source : Douanes)										
d'équipement millions d'€	357	325	326	229	260	273	342	1 104	4,7%	-20,9%
et intermédiaires millions d'€	153	149	113	104	120	125	128	477	13,6%	14,4%

	4T 2007	4T 2008	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	4T 2010	Cumul 2010	4T10/ 4T09	Σ10/ Σ09
Créations d'entreprises (Source : Insee-nombre)	1 307	1 319	1 717	2 007	1 985	2 005	2 136	8 133	24,4%	21,5%
Ventes de véhicules utilitaires (Source : Sorefi-nombre)	1 493	1 127	972	895	997	1 039	nc	2 931	ns	ns

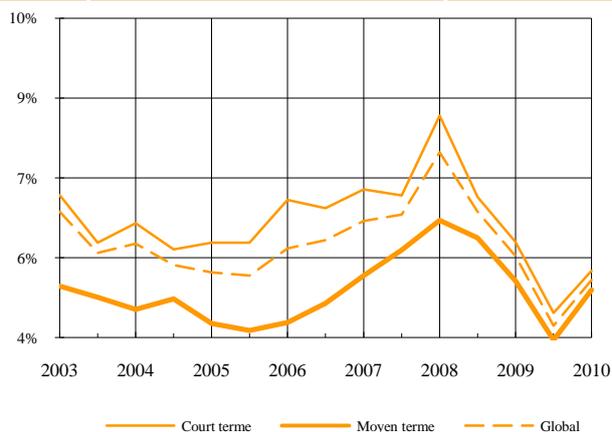
à fin (millions d'€)	déc-06	déc-07	déc-08	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	déc10/ sept10	déc10/ déc09
Encours bancaires des crédits d'investissement Source Iedom	2 447	2 786	2 950	2 895	2 883	2 819	2 869	2 863	-0,2%	-1,1%

La vulnérabilité des entreprises

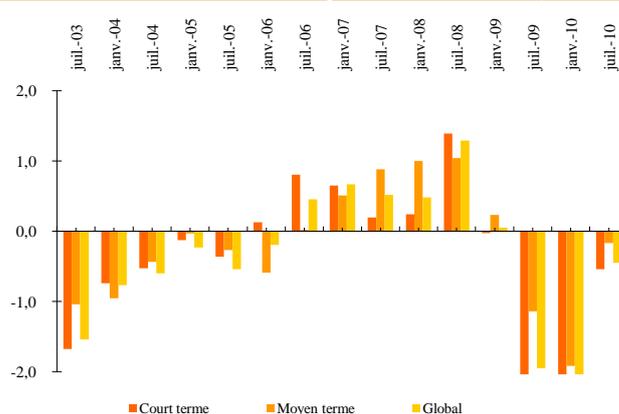
Les modalités de financement des entreprises

Coût du crédit aux entreprises

Taux moyen des crédits à court terme et à moyen terme (en %)



Variations semestrielles en glissement annuel (en points)



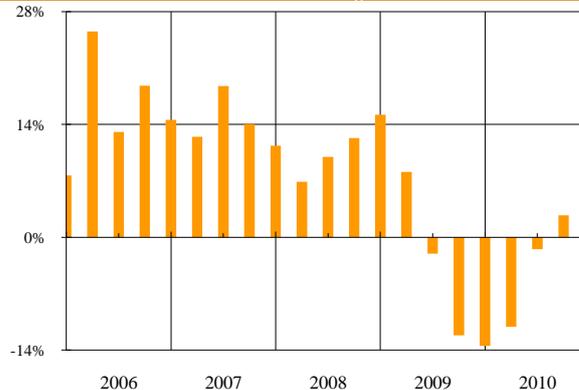
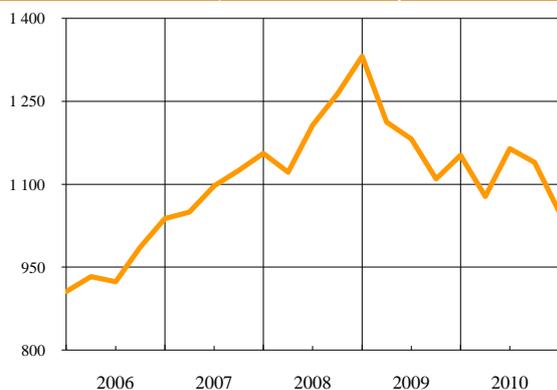
Source : IEDOM (enquête semestrielle)

Evolution des crédits de trésorerie

Encours bancaires des crédits d'exploitation

(en millions d'euros)

Variations trimestrielles en glissement annuel

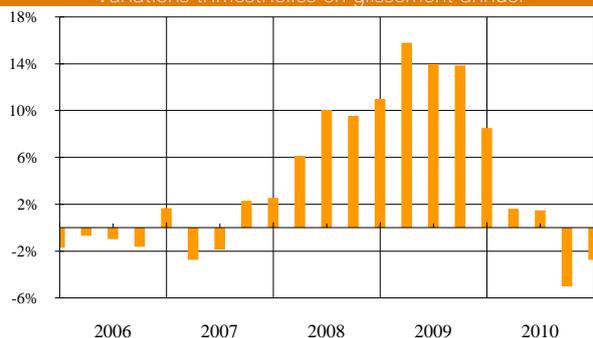


Source : IEDOM (données trimestrielles)

Les indicateurs de vulnérabilité

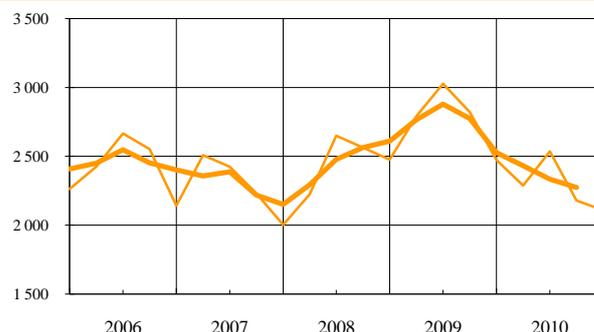
Personnes morales interdites bancaires

Variations trimestrielles en glissement annuel



Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

Impayés sur effets



Source : IEDOM (données trimestrielles)

Source : IEDOM	à fin	déc-06	déc-07	déc-08	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	déc10/ sept10	déc10/ déc09
Personnes morales interdites bancaires (nombre)		2 212	2 268	2 517	2 731	2 729	2 794	2 641	2 656	0,6%	-2,7%

Source : IEDOM	à fin	déc-06	déc-07	déc-08	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	déc10/ sept10	déc10/ déc09
Encours bancaires des crédits d'exploitation (millions d'€)		1 038	1 156	1 331	1 152	1 078	1 164	1 140	1 050	-7,9%	-8,9%

	4T 2007	4T 2008	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	4T 2010	Cumul 2010	4T10/ 4T09	Σ10/ Σ09
Impayés sur effets en montant (millions d'€)	11 210	18 339	71 707	59 144	43 703	27 607	13 128	143 582	-81,7%	4,0%
(Source : IEDOM)										
en nombre	2 001	2 475	2 473	2 286	2 536	2 179	2 108	9 110	-14,8%	-18,0%
(Source : IEDOM)										

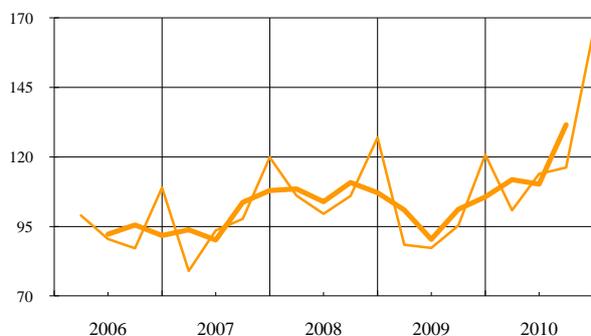
Source : IEDOM	à fin	juil-06	juil-07	juil-08	juil-09	janv-10	juil-10	juil10/ janv10	juil10/ juil09
Enquête sur le coût du crédit aux entreprises									
Taux moyen pondéré court terme : Escompte		6,58%	6,78%	8,17%	5,79%	4,46%	5,25%	0,79	-0,54
Découvert		7,08%	7,30%	7,86%	4,22%	4,28%	3,08%	-1,20	-1,14
Autres CT		6,79%	6,72%	9,55%	9,48%	6,11%	8,61%	2,50	-0,87
Moyen et long terme		5,71%	6,36%	6,67%	3,46%	2,79%	3,51%	0,72	0,05
Taux moyen pondéré global		4,28%	5,16%	6,20%	5,06%	3,95%	4,89%	0,94	-0,17
		5,67%	6,19%	7,48%	5,53%	4,22%	5,08%	0,86	-0,45

Les ménages

L'investissement des ménages

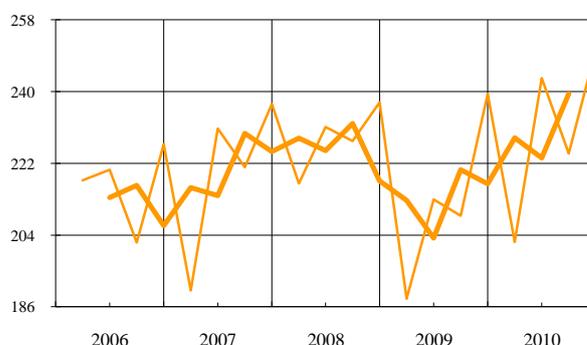
Les importations de biens destinés aux ménages

Importations de biens d'équipement du foyer
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles)

Importations d'articles d'habillement, de produits d'édition, pharmaceutiques et d'hygiène
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles)

Les ventes de voitures

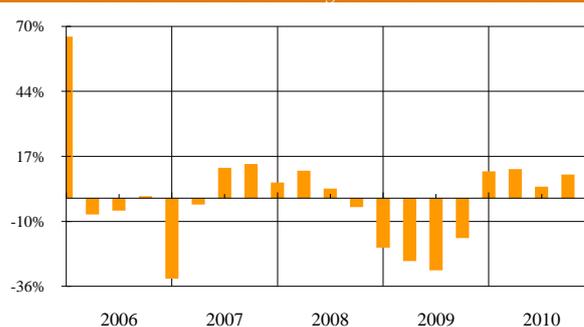
Ventes de véhicules de tourisme neufs

(en nombre)



Source : Sorefi (données trimestrielles - CVS)

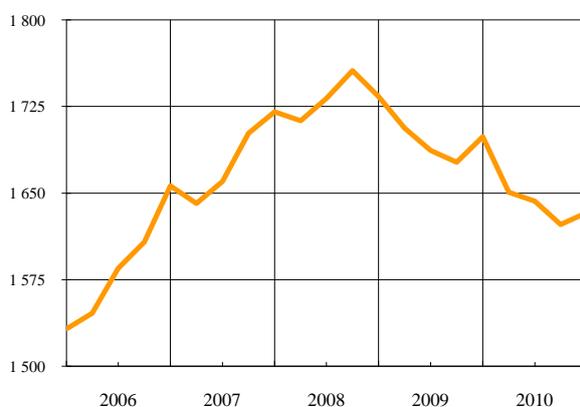
Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



Le financement des ménages

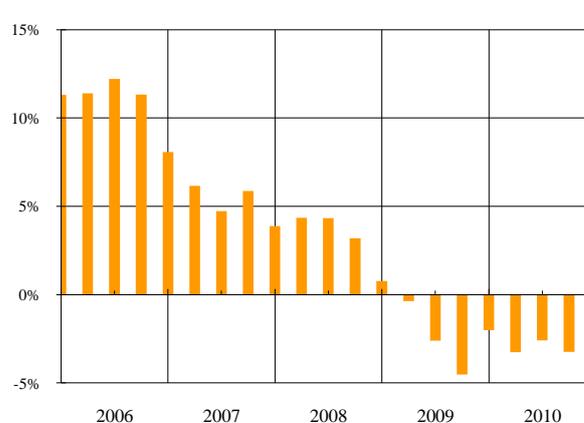
Encours bancaires des crédits à la consommation

(en millions d'euros)



Source : IEDOM (données trimestrielles)

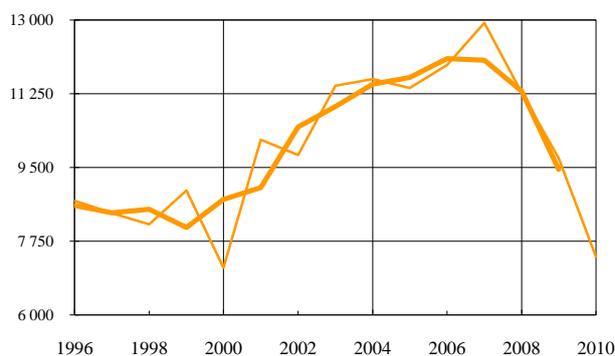
Variations trimestrielles en glissement annuel



Source : IEDOM (données trimestrielles)

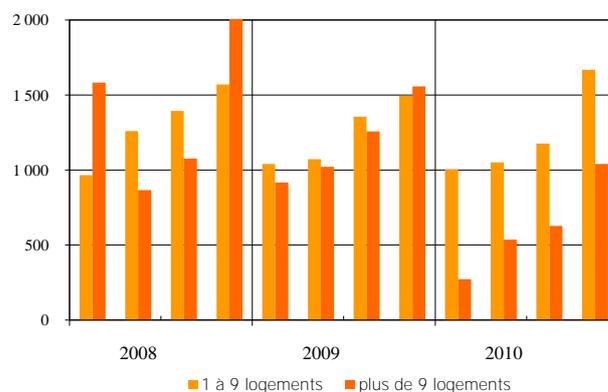
Les indicateurs de construction

Attestations de conformité
logements neufs



Source : Consuel (données annuelles)

Attestations de conformité
(logements neufs)



Le financement des ménages

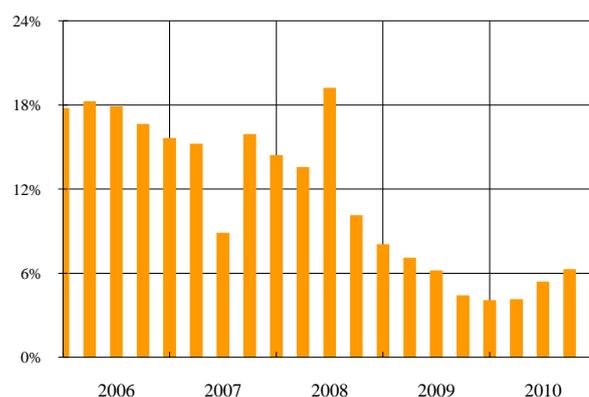
Encours bancaires des crédits à l'habitat

en millions d'euros



Source : IEDOM (données trimestrielles)

Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



	4T 2007	4T 2008	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	4T 2010	Cumul 2010	4T10/ 4T09	Σ10/ Σ09
Importations de biens d'équipement (Source : Douanes-millions d'€)	120	127	121	101	114	116	165	495	36,2%	26,4%
Importations de produits courants (Source : Douanes-millions d'€)	237	237	239	202	243	224	251	921	4,6%	8,4%
Attestations de conformité (Source : Consuel-nombre)										
1 à 9 logements	nd	1 570	1 496	1 005	1 052	1 177	1 667	4 901	11,4%	-1,3%
+ de 9 logements	nd	2 555	1 557	273	537	627	1 040	2 477	-33,2%	-47,9%

	3T 2007	3T 2008	3T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/ 3T09	Σ10/ Σ09
Ventes de véhicules de tourisme neufs (Source : Sorefi-nombre)	6 311	6 078	5 084	4 983	4 661	5 572	15 216	9,6%	8,7%

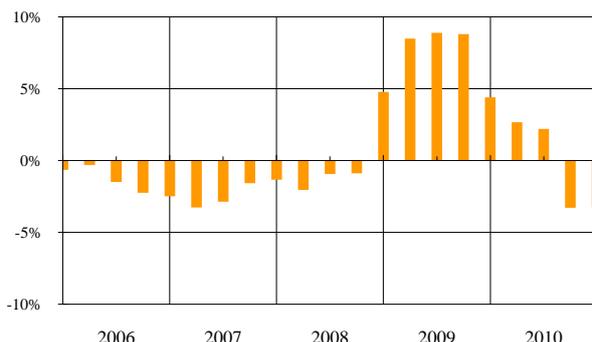
Source : Iedom	à fin	déc-06	déc-07	déc-08	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	déc10/ sept10	déc10/ déc09
Encours bancaires des crédits à la consommation (millions d'€)		1 656	1 720	1 734	1 699	1 651	1 643	1 623	1 633	0,6%	-3,9%
Encours bancaires des crédits à l'habitat (millions d'€)		3585	4102	4433	4613	4625	4726	4792	4908	2,4%	6,4%

La vulnérabilité des ménages

Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation de moyens de paiement

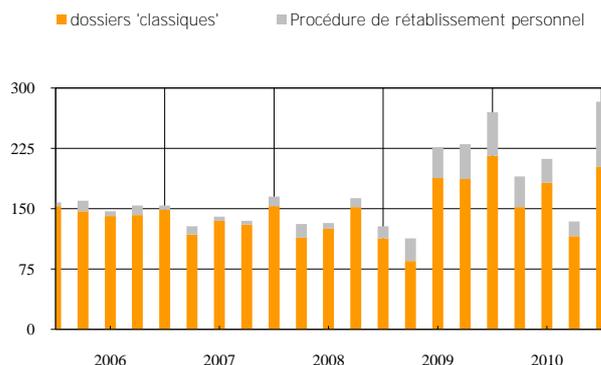
Personnes physiques interdites bancaires

Variations trimestrielles en glissement annuel



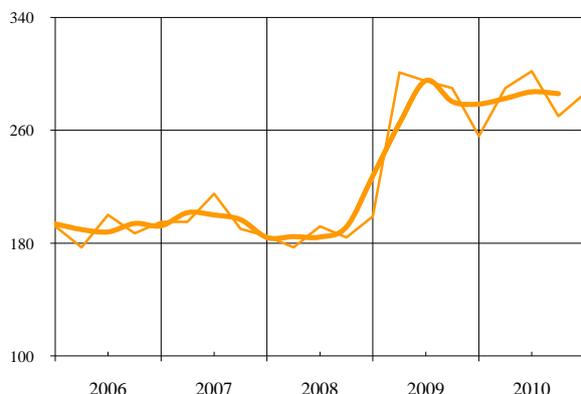
Source : IEDOM (données trimestrielles)

Dossiers de surendettement déclarés recevables



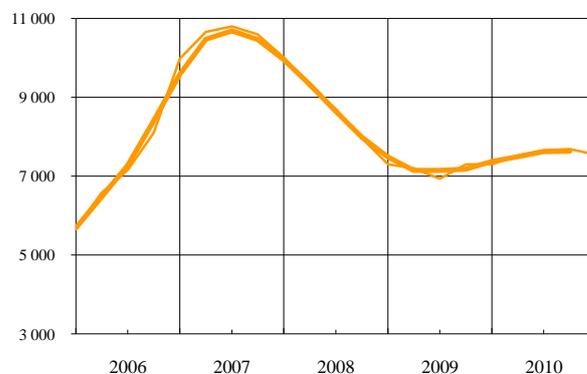
*Données du second trimestre 2009 arrêtées au 16 juillet 2009
Source : Commission de Surendettement (données trimestrielles)

Dossiers déposés à la Commission de surendettement



Source : Commission de Surendettement (données trimestrielles)

Retraits de cartes bancaires (Nombre)



Source : IEDOM (données trimestrielles)

SURENDETTEMENT	4T 2007	4T 2008	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	4T 2010	Cumul 2010	4T10/ 4T09	Σ10/ Σ09
Dossiers déposés	185	199	256	290	302	270	285	1 147	11,3%	0,4%
Dossiers déclarés recevables *	165	128	270	185	207	141	255	788	-5,6%	-6,1%
dont :										
Dossiers classiques*	153	113	216	152	182	116	202	652	-6,5%	-3,6%
Dossiers en Procédure de Rétablissement Personnels *	12	15	54	38	30	18	81	167	50,0%	2,5%

Source : Iedom	à fin	déc-06	déc-07	déc-08	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	déc10/ sept10	déc10/ déc09
Personnes physiques interdites bancaires		20 646	20 370	21 342	22 280	22 626	22 698	21 393	21 554	0,8%	-3,3%
Stock Incidents de paiement Chèques		174 129	175 513	183 195	188 969	189 527	189 769	163 793	163 554	-0,1%	-13,4%
Nombre de comptes		31 613	31 207	29 544	30 491	30 975	31 066	29 787	29 906	0,4%	-1,9%
Retrait cartes bancaires		9 976	10 010	7 293	7 300	7 521	7 654	7 683	7 538	-1,9%	3,3%

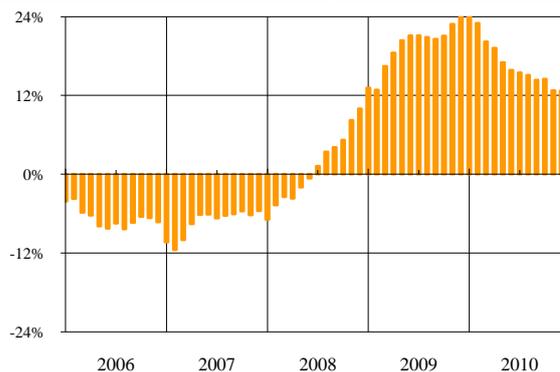
Sélection d'indicateurs économiques et sectoriels

Emplois

Demandeurs d'emploi en fin de mois

(catégorie A hors activité réduite)

Variations mensuelles en glissement annuel

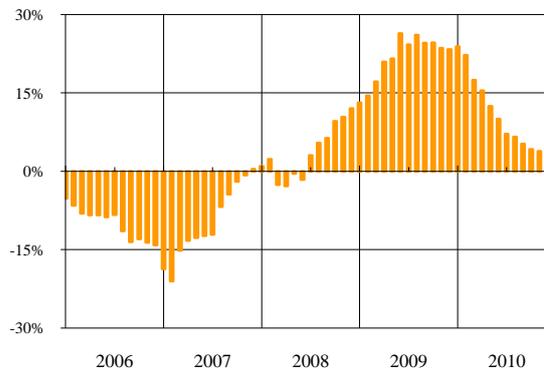
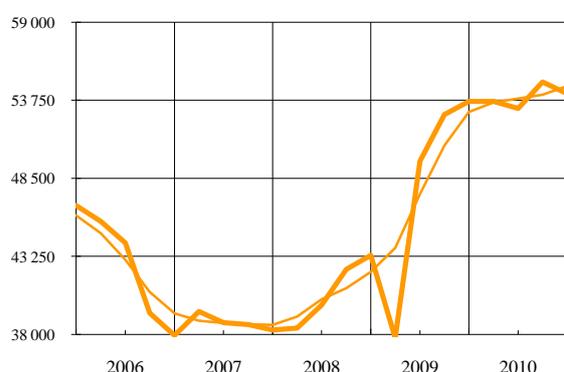


Source : DDTEFP (données mensuelles - CVS)

Nombre d'allocataires de l'Assedic

Allocataires enregistrés en fin de mois

Variations mensuelles en glissement annuel

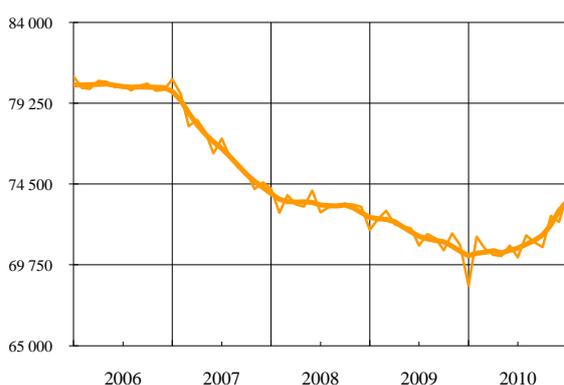


Source : ASSEDIC (données trimestrielles - CVS)

Le revenu minimum d'insertion

Nombre d'allocataires du RMI+RSO

Données mensuelles

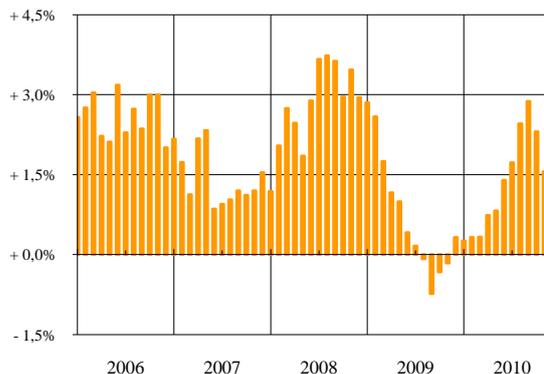


Données recalculées pour les mois d'avril et mai 2009 suite aux grèves
Source : CAF (données mensuelles - CVS)

Les prix

Indice des prix à la consommation

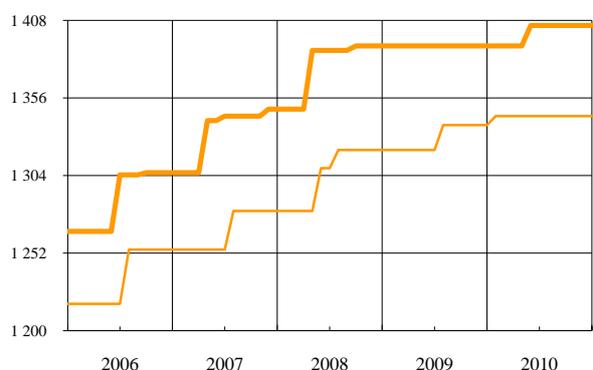
Variations mensuelles en glissement annuel



Source : INSEE (données mensuelles)

Les salaires

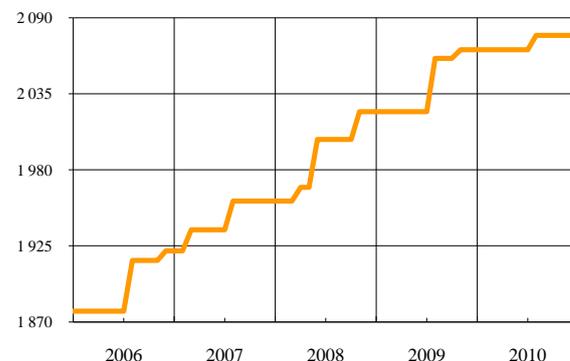
Smic et salaires du BTP¹
(en euros)



— Salaires du BTP (ouvrier d'exécution 1er échelon) — Smic

Source : INSEE - FRBTP (données mensuelles)

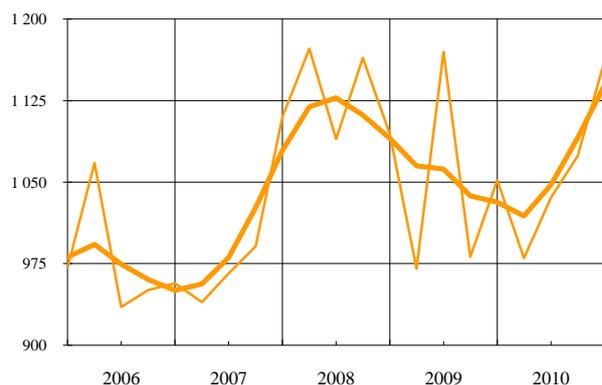
Traitements mensuels bruts du minimum de la fonction publique² - (en euros)



Source : Trésorerie générale (données mensuelles)

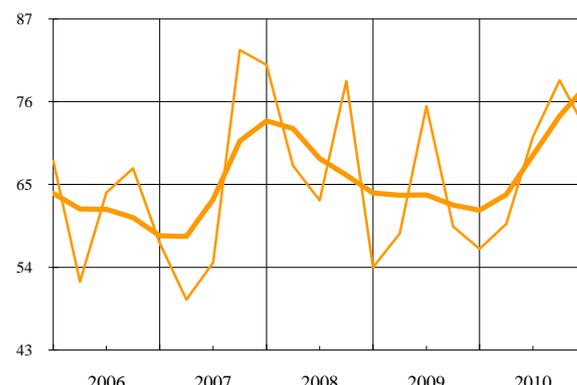
Le commerce extérieur

Importations
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

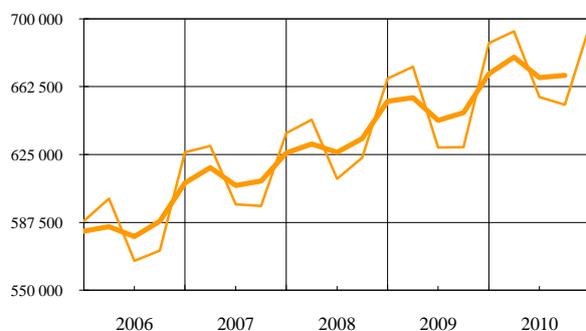
Exportations
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

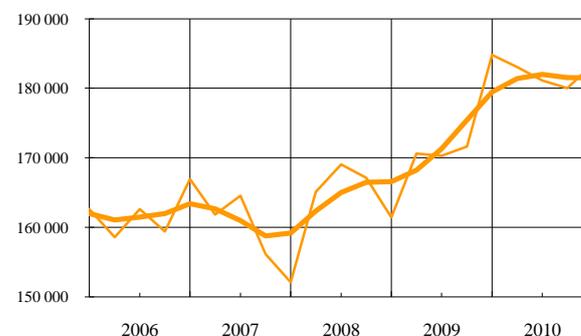
L'énergie

Production électrique
(en millions de kWh)



Source : EDF (données trimestrielles)

Produits pétroliers mis à la consommation
(en tonnes métriques)



Source : SRPP (données mensuelles - CVS)

¹ Base de 151,67 heures travaillées par mois
² Indice minimum au 1/07/09 = 292

Sélection d'indicateurs économiques

Remarque préliminaire : la légende des tableaux se lit comme suit,

Déc10/déc09 représente la variation de l'indicateur entre les mois de décembre 2010 et 2009.

4T10/4T09 représente la variation de l'indicateur du 4^{ème} trimestre 2010 par rapport au 4^{ème} trimestre 2009.

Σ10/Σ09 représente la variation de l'indicateur cumulé sur l'année 2010 par rapport à la période équivalente de l'année 2009.

Repères structurels

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	La Réunion	Mayotte	Saint-Martin	Saint-Barth.	Saint-Pierre et Miq.	Métropole
Population (en milliers) Source : INSEE Estimation 1er janvier 2007 et Recensement INSEE 2007	451	209	401	793	186	29 (1)	7 (1)	6	63 185
Proportion population – 20 ans Source : INSEE Estimation 1 ^{er} janvier 2006 et Recensement INSEE 2006	31,60%	45,20%	29,30%	35,40%	53,0 % (2)	35,9 % (1)	21,5% (1)	25,00%	25,10%
Population active (en milliers) Source : enquête emploi INSEE 2007	167	62	163	313	45 (3)	14 (1)	4 (1)	3 (4)	27 450
Taux de chômage Source : INSEE enquête emploi 2007	22,70%	20,60%	21,20%	24,20%	25,6 % (3)	26,5 % (1)	4,3% (1)	10% (4)	8,10%
Superficie (en km²) Source : INSEE	1 702	84 000	1 100	2 520	374	90	21	242	544 000
PIB régional par habitant Source : INSEE 2007	16 584 €	13 800	19 050	16 224	3 960 (5)	14 500 (5)	26 000 (5)	26 073 (5)	28 228 (France)

(1) Source : INSEE recensement 1999

(2) Source : INSEE Mayotte Recensement 2002

(3) Source : DTEFP, estimation au 1^{er} janvier 2006

(4) Source : INSEE recensement 2006 (pour le taux de chômage : part des chômeurs déclarés dans la population active)

(5) Source : CEROM (Mayotte : 2001 / Saint-Martin et Saint-Barthélemy : 1999 / SPM : 2004)

Indicateurs d'emplois et de revenus

Source : DTEFP à fin	déc-06	déc-07	déc-08	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	déc10/ sept10	déc10/ déc09
Nombre de demandeurs d'emploi enregistrés en catégorie A	77 488	72 133	81 608	101 182	107 138	107 383	112 653	113 220	0,5%	11,9%

OFFRES D'EMPLOI (Source : DTEFP)	4T 2007	4T 2008	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	4T 2010	Cumul 2010	4T10/ 4T09	Σ10/ Σ09
Offres d'emplois enregistrées au cours du trimestre en catégorie 1	11 425	11 888	10 605	11 063	6 813	11 682	10 884	40 442	2,6%	-5,8%

TRANSFERTS SOCIAUX	déc-06	déc-07	déc-08	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	déc10/ sept10	déc10/ déc09
Nombre total d'allocataires du RMI + RSO Source: Cag	80 062	73 666	71 262	68 020	70 441	70 437	71 188	73 356	3,0%	7,8%
Nombre de chômeurs indemnisés	37 715	38 066	43 071	53 357	55 052	53 072	54 005	53 875	-0,2%	1,0%

SALAIRES	déc-06	déc-07	déc-08	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	déc10/ sept10	déc10/ déc09
Montant brut horaire du SMIC (Source: JORF)	8,27	8,44	8,71	8,82	8,86	8,86	8,86	8,86	0,0%	0,5%
Minimum mensuel brut garanti dans la fonction publique (indice majoré 292) Source : Trésorerie Générale	1921,4	1 957,5	2 022,0	2 066,8	2 066,8	2 066,8	2 077,2	2 077,2	0,0%	0,5%

Sélection d'indicateurs économiques

PRIX (Source : Insee)	déc-07	déc-08	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc-10	déc10/ sept10	déc10/ déc09
Indice mensuel des prix à la consommation Base 100 : Année 1998	119,3	122,7	123,0	122,7	123,8	124,1	125,7	1,3%	2,2%

ECHANGES (millions d'€) Source : Douanes	4T 2006	4T 2007	4T 2008	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	4T 2010	Cumul 2010	4T10/ 4T09	Σ10/ Σ09
Importations	1 024	1 188	1 171	1 125	910	1 047	1 063	1 244	4 265	10,5%	2,0%
Exportations	70	98	66	69	60	62	72	88	281	27,9%	14,0%
Taux de couverture	6,8%	8,3%	5,6%	6,1%	6,6%	5,9%	6,7%	7,1%	6,6%	+ 1,0 pt	+ 0,7 pt

CONSOMMATION ENERGETIQUE Source : EDF en millions KWH	4T 2007	4T 2008	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	4T 2010	Cumul 2010	4T10/ 4T09	Σ10/ Σ09
Energie livrée au réseau	636 872	667 020	686 550	693 086	656 678	652 573	697 138	2 699 475	1,5%	3,1%
Consommation d'énergie en basse tension	354 741	373 988	374 272	405 737	395 583	384 395	402 405	1 588 120	7,5%	3,9%
Consommation d'énergie en moyenne et haute tension	223 563	235 251	238 247	215 983	206 427	211 897	233 190	867 497	-2,1%	0,9%

HYDROCARBURES (en tonnes métriques) (Source : SRPP)	4T 2006	4T 2007	4T 2008	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	4T 2010	Cumul 2010	4T10/ 4T09	Σ10/ Σ09
Consommation	175 597	159 966	169 807	194 379	175 511	174 822	184 367	192 950	727 650	-0,7%	4,2%

A. Publications périodiques

Prix €

disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr ou payantes en version papier

- La lettre mensuelle de l'IEDOM (abonnement 12 mois)	45,00
- Le bulletin trimestriel de conjoncture fascicule géographique	8,00
abonnement annuel à un fascicule géographique (4 numéros)	30,00
six fascicules géographiques reliés	40,00
abonnement aux six fascicules géographiques reliés (4 numéros)	100,00
- Le rapport annuel fascicule géographique	12,50
collection complète (six fascicules géographiques + rapport d'activité de l'IEDOM)	65,00

B. Les Etudes CEROM en partenariat IEDOM, INSEE et AFD

Compte Satellite du Tourisme à la Réunion – décembre 2009	Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr
Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2008 – septembre 2009	
Les comptes économiques de la Guyane en 2008 – septembre 2009	
Les comptes économiques de la Réunion en 2008 – juillet 2009	

C. Les notes expresses

N° 91 – Le microcrédit à Mayotte – février 2011	Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr
N° 90 – Première tendances à la Guadeloupe 4 ^{ème} trimestre 2010 – février 2011	
N° 89 – Le microcrédit à la Réunion – février 2011	
N° 88 – Endettement et surendettement des ménages à la Guadeloupe et à Saint-Martin – janvier 2011	
N° 87 – Le microcrédit à la Guadeloupe et à Saint-Martin – janvier 2011	
N° 86 – Le microcrédit à la Martinique – janvier 2011	
N° 85 – Panorama de Saint-Martin en 2010 – décembre 2010	
N° 84 – Panorama de la Guyane en 2010 – novembre 2010	
N° 83 – Première tendances à la Guadeloupe 3 ^{ème} trimestre 2010 – octobre 2010	
N° 82 – Panorama de Saint-Barthélemy en 2010 – octobre 2010	
N° 81 – Panorama de la Saint-Pierre et Miquelon en 2010 – octobre 2010	
N° 80 – Panorama de la Guadeloupe en 2010 – septembre 2010	
N° 79 – Panorama de la Martinique en 2009 – août 2010	
N° 78 – Panorama de Mayotte en 2009 – juillet 2010	
N° 77 – Panorama de la Réunion en 2009 – juillet 2010	
N° 76 – L'habitat à la Martinique, un marché sous contraintes – mai 2010	
N° 75 – L'habitat dans les outre-mer français – mars 2010	
N° 74 – La conjoncture à Mayotte en 2009 : ralentissement de l'activité – mars 2010	
N° 73 – Synthèse de l'année 2009 à la Réunion – mars 2010	
N° 72 – Synthèse de l'année 2009 à la Guadeloupe – mars 2010	
N° 71 – L'année 2009 à Saint-Pierre et Miquelon : une inflexion qui résulte de facteurs internes – mars 2010	
N° 70 – Premier bilan économique de l'année 2009 en Guyane – mars 2010	
N° 69 – Saint-Barthélemy : une économie fondée sur le tourisme haut gamme – mars 2010	
N° 68 – L'économie de Saint-Martin : à la recherche de ses avantages comparatifs – mars 2010	
N° 67 – L'année 2009 à la Martinique – mars 2010	
N° 66 – L'habitat à Mayotte – février 2010	
N° 65 – Les caractéristiques de l'habitat en Guyane – janvier 2010	

D. Les Notes de l'Institut d'émission

01/2011	Le chômage empêche la convergence du revenu des ménages entre régions ultramarines et métropolitaines	Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr
12/2010	Les collectivités locales des DROM : des acteurs majeurs du développement économique	
03/2010	Un nouvel indicateur pour aider au diagnostic conjoncturel dans l'outre-mer	
02/2010	L'habitat dans les outre-mer français	
12/2009	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2008	
12/2009	Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles au 1 ^{er} trimestre 2009	
07/2009	Le développement économique de Singapour et de l'île Maurice	
12/2008	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007	
09/2008	La gestion des déchets ménagers dans les DCOM	
07/2009	Le développement économique de Singapour et de l'île Maurice	

Pour toute information sur les modalités d'acquisition de ces publications, il convient de s'adresser au service des études de l'IEDOM (☎ 02.62.90.71.28 - 📠 02.62.21.41.32 - @ : ntaochy@iedom-reunion.fr). A l'exception des abonnements au bulletin trimestriel de conjoncture ou à la lettre mensuelle de l'Institut d'émission, les tarifs indiqués ne tiennent pas compte des éventuels frais d'expédition.

L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :

- ↳ des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n°2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n°59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, ainsi qu'à Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, l'Iedom met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et gestion des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.
- ↳ des missions d'intérêt général directement confiées par l'Etat :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public
 - un rôle d'observatoire économique
- ↳ des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, l'Iedom joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'Iedom réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'Iedom restitue une partie de ces informations (www.iedom.fr).

L'Institut d'émission apporte dans les DOM ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France... Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4, RUE DE LA COMPAGNIE
– 97400 SAINT-DENIS
REUNION**

agence@iedom-reunion.fr

- Dépôt légal : n° 145 – 4^{ème} trimestre 2010 -

Directeur de la publication : **Y. BARROUX**
Responsable de la rédaction : **A. BELLAMY-BROWN**
Editeur et imprimeur : **IEDOM**
Achévé d'imprimer à Saint-Denis le 28 Février 2011